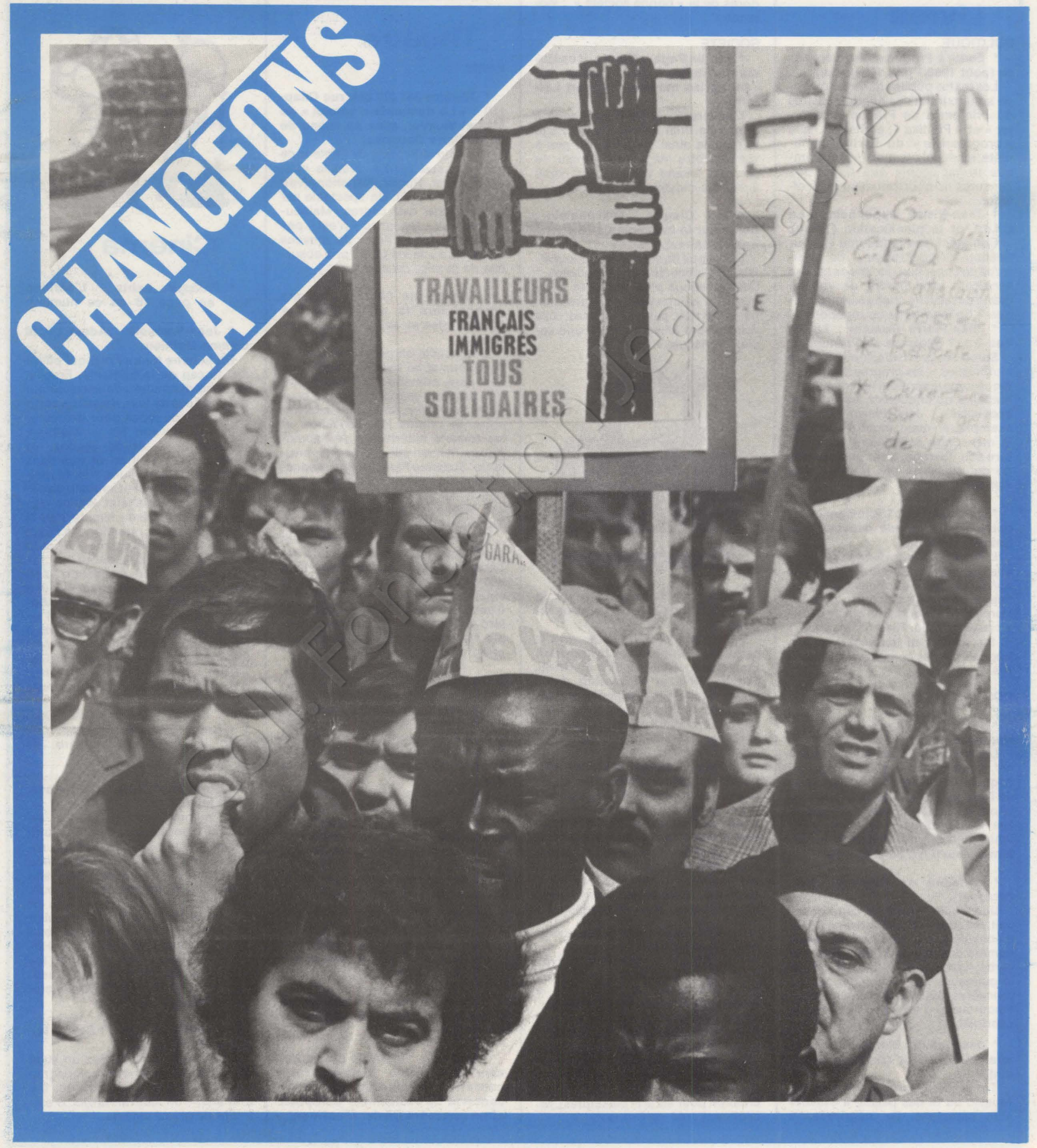
L'unité

N° 59 – 2 F 50 | Hebdomadaire socialiste | 6-12 avril 1973



Au risque de vous plaire



Livres

POLITIQUE

*** Ecrits à Prague sous la censure (août 1968 - juin 1969) (Epi).**

Les textes publiés dans cet ouvrage sont extraits des hebdomadaires du printemps de Prague « Reporter » et « Politika », écrits par l'aile « progressiste » du Parti communiste tchécoslovaque. Une chronique irremplaçable que toutes les censures ne pourront désormais effacer.

*** Jean-Pierre Oppenheim : La C.f.d.t. et la planification (Tema).**

Comment faire naître une « planification démocratique » qui s'efforce de coller aux réalités de la base syndicale sans perdre de vue un grand dessein de changement politique ? Ce livre tente de répondre.

*** Jean-Pierre Dumont : La fin des O.s. ? (Mercure de France).**

Selon des prévisions optimistes et « officielles », les progrès de la technique supprimeraient les travaux inhumains qu'effectuent les ouvriers spécialisés... Jean-Pierre Dumont, exemples en main, montre que c'est là mensonge sciemment organisé. Lire son ouvrage, c'est comprendre ce qui se passe ces jours-ci chez Renault.

*** Michelle Loi : L'intelligence au pouvoir ; Un monde nouveau : la Chine (Maspero).**

L'auteur est allé vivre en Chine ; elle rapporte de petits faits, des conversations quotidiennes qui, mieux que tout discours, permettront de comprendre ce qui se passe au pays de Mao. Rien n'y manque : ni les usines, ni les écoles, ni les hôpitaux, ni les communes populaires.

ROMANS

*** Pierre-Jean Rémy : La mort à Hong-Kong (Gallimard).**

Le livre inénarrable par excellence : il est fait d'une suite de courtes séquences qui se chevauchent hors de l'espace et de la chronologie. Ce choix technique donne d'ailleurs le ton de l'intrigue : un impuissant court derrière sa mémoire et les femmes qu'il n'a pu satisfaire.

*** Christine de Rivoyre : Boy (Grasset).**

Une vieillerie comme cette dame sait encore en composer. Drôle d'écrivain ! Qui savoure les mots comme des sucreries (exemple : le verbe « jubilasser »). Qui fait dans la guimauve pour minauder sur les premières émotions d'une gamine amoureuse d'un jeune oncle à cabriolet.

*** Jacqueline Manicom : Mon examen du blanc (Editions Sarrazin).**

Triple délivrance : une femme réussit, au fil des pages, à évacuer son complexe de négritude, à prendre conscience du colonialisme qui étouffe son pays (les Antilles), à échapper à la domination du « mâle ».

*** Miguel Otero Silva : Et retenez vos larmes (Calmann-Lévy).**

Trois Vénézuéliens fauchés dans l'espoir de leur jeunesse. Raconter ces trois vies n'est qu'un prétexte pour brosser un saisissant tableau du Vénézuéla actuel : violence, tout y est violence. Dans les bidonvilles, à l'université, chez les blousons dorés de la « bonne société » : violence !

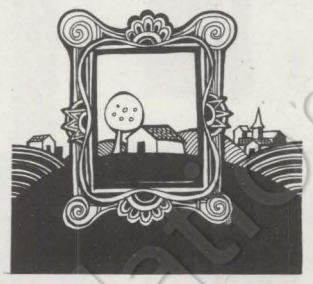
SOCIETE

*** Martin Page : Mœurs et coutumes tribales des cadres de l'entreprise moderne (Robert Laffont).**

L'envers du décor d'un monde à la morale bien basse. Martin Page la résume ainsi : « N'hésitez pas à vendre votre mère pour obtenir le pouvoir. Quand vous l'aurez, vous aurez les moyens de la racheter ».

*** Dr Claude Ollivenstein : Ecrits sur la toxicomanie (Editions Universitaires).**

La drogue ne serait-elle qu'une affaire de médecins et de policiers ? Des réflexions plus poussées amèneront à ce constat : la répression ne supprime pas les causes. Les causes sont ailleurs : dans une société « malade ».



Expositions

*** Musée d'Art moderne de la Ville de Paris : Jeunes peintres argentins.**

Il y a dix ans, Paris découvrait la peinture argentine avec l'exposition Lumière et Mouvement. Les Brizzi, Entyre, Silva et Vidal sont de la même lignée : ils jonglent avec des données de l'espace et confirment que l'art cinétique est solidement implanté en terre latino-américaine.

*** Centre national d'Art contemporain : Les organisations d'espaces de Jean-Michel Sanejouand.**

Le schéma d'organisation de la vallée de la Seine entre Paris et Le Havre. Sanejouand imagine le progrès possible : circulation, zones d'habitations, centre d'information permanente, routes-expositions, carrières aménagées, avertisseurs anti-pollution. Sera-t-il entendu ?

*** Le Creusot : Musée de l'homme et de l'industrie.**

Ouverture d'un musée d'un type nouveau ; il est « éclaté » entre des lieux différents : le château de la Verrerie du Creusot, les grandes halles métallurgiques, un puits de mine à Montceau-les-Mines et des monuments historiques. Cette aventure assez inédite a été inventée et impulsée par le Cracap (Centre national de recherche, d'animation et de création pour les arts plastiques), récemment créé au Creusot.



Théâtre

PARIS

*** Théâtre 347 (20 bis, rue Chaptal) : « La demande d'emploi » de Michel Vinaver, mise en scène de Jean-Pierre Dougnac.**

Une nouvelle pièce de l'auteur de « Par-dessus bord » créé le mois dernier par Roger Planchon (voir « l'Unité », n° 56). Un spectacle sur le chômage des cadres. Malheureusement, Dougnac n'est pas Planchon. Le manque de moyens n'explique pas les partis pris absurdes de la mise en scène.

*** Théâtre de l'Atelier : « Long voyage vers la nuit » d'Eugène O'Neill, mise en scène de Georges Wilson.**

Une famille en perdition : un tuberculeux et un ivrogne vivant avec leur père, comédien célèbre livrant des combats épiques avec une bouteille de whisky. Ambiance oscillant entre le monde de Tchékhov et les romans américains de l'après-guerre. Wilson fait une rentrée hésitante. Suzanne Flon domine le spectacle de toute son émotion.

*** Théâtre Rive Gauche : « Le Tourniquet » de Victor Lanoux.**

Victor Lanoux s'était fait connaître pour ses sketches de cabaret avec Pierre Richard. Ils se sont séparés. Richard s'est tourné vers le cinéma ; Lanoux vient au théâtre : il tente de refaire le chemin où Dubillard s'est engagé depuis une décennie. Ne prend-il pas un train en marche ?

BANLIEUE

*** Sceaux (Centre d'animation culturelle des Gémeaux) : « L'ombre d'un franc-tireur » de Sean O'Casey, par la comédie de Saint-Etienne. Mise en scène de Pierre Vial.**

Le rire est la meilleure arme du théâtre : face au pathétisme guindé, le rire est autrement efficace ! Surtout quand le sujet risque d'être insupportable, comme c'est le cas avec cette pièce d'O'Casey qui décrit l'Irlande ensanglantée de 1920, l'Irlande de la guerre civile.

FESTIVAL

*** La Rochelle : Rencontres internationales d'art contemporain (du 11 au 21 avril).**

De la musique, du théâtre, du cinéma, des arts plastiques et des animations.

Musique : un cycle Stockhausen, une soirée Xénakis, neuf concerts France-Musique, deux concerts de l'Ensemble européen et un concours Olivier Messiaen.

Théâtre : trois créations, signées par Pierre Guyotat, Bruno Bayen et le Grand Magic Circus.

Cinéma : onze films récents et inédits.

Arts : exposition « Architecture du bord de mer ».

Animation : à La Rochelle, mais aussi à Cognac, Melle, Niort, Rochefort et Saintes.



Cinéma

*** Philippe Labro : L'héritier.**
Voir en page 18 de ce numéro.

*** Jean-François Adam : M comme Mathieu.**

Un homme (Sami Frey) qui passe mal le cap de la trentaine. Fragile, enfermé dans une adolescence qui n'en finit pas de finir, il vient de sortir de maison de repos pour demeurer seul, loin de son fils — Mathieu, comme lui — et de Jeanne, sa femme. C'est qu'il ne vit que dans le souvenir d'une jeune fille, Murielle, follement aimée et soudain disparue. Mais si Murielle et Jeanne n'étaient qu'une même femme ? Et si le coup de feu contre Murielle l'était contre Mathieu lui-même ? Et si la fin du film en était le début ?

Pour sa première réalisation au cinéma, Jean-François Adam — qui a fait ses classes avec Truffaut et Melville — a su créer un climat qui ne laisse jamais insensible. Comblé comme homme de théâtre — c'est lui qui avait monté le retentissant « L'été » de Weingarten — il promet d'ores et déjà beaucoup dans cette nouvelle voie.

*** Robert Altman : Images.**
Voir le précédent numéro de « l'Unité ».

*** Steven Spielberg : Duel (à partir de jeudi).**

Un automobiliste traqué par un énorme et mystérieux camion : une histoire d'une extrême simplicité, racontée avec une extrême économie de moyens par un cinéaste de 30 ans réalisant son premier film... Et pourtant, quel film ! Nous avons déjà dit ici — n° 56 de « l'Unité » — combien ce huis clos sur autoroute, bâti comme « Les oiseaux » de Hitchcock, prend place parmi les chefs-d'œuvre du cinéma fantastique, et peut-être parmi les chefs-d'œuvre tout court.

*** Howard Hawks : Seuls les anges ont des ailes.**

La reprise du mois. Sur un sujet assez banal — une petite compagnie aérienne en Amérique du Sud, il y a 40 ans — un festival Hawks. C'est-à-dire de grand cinéma.

Sommaire

4
Parti socialiste : Objectif : le premier parti de France

5
Editorial : La mort du gaullisme

6
Grèves : Etre O.S. chez Renault

8
Jeunesse : Première victoire
Social : Le chômage, je connais

10
Justice : Fresnes, à 14 ans

11
Allemagne : Un congrès qui promet
Quelles nationalisations ?

12
Proche-Orient : La guerre froide de l'or noir

14
Cambodge : Il y a quelque chose de pourri...

16
Chili : Allende change de vitesse

17
Consommateurs : De l'entrecôte en or massif (suite)

18
Cinéma : Ah ! le beau P.d.g.

19
Télévision : 20 000 lieux sur la terre
Télé-sélection

20
Document : Théâtre : Le temps du mépris

23
Mots croisés

24
Ma part de vérité, par François Mitterrand

PHOTOS ET DESSINS
A.p. (page 15) Boojum Consort (pages 1, 16) Carlos Brito (page 4) Jean-Pierre Coureuil (pages 2, 7) Julem (page 12) Keystone (page 11), André Perlstein (pages 20, 21) Sabadel (pages 6, 13) Simonet (page 7) Teich (pages 8, 9) U.p.i. (page 14) Vasco (pages 13, 21).

Courrier

Prendre les devants

« Sur la couverture de votre n° 56 du 16-22 mars 1973, vous aviez très judicieusement et en gros caractères mis en évidence : Gauche 10 906 867 voix = 177 élus ; majorité 9 337 527 voix = 275 élus.

Ces chiffres sont par eux-mêmes tellement éloquents et persuasifs qu'ils ne nécessitent aucun autre commentaire pour démontrer qu'un tel résultat ahurissant n'a pu être obtenu qu'au scrutin majoritaire. On aura beau épiloguer aujourd'hui sur l'absurdité d'un tel système, d'une injustice flagrante et inique, malheureusement le résultat est là.

Pour avoir une répartition plus logique et plus démocratique, il n'y a qu'à revenir à la proportionnelle, système qui d'ailleurs a été préconisé par le programme commun. Mais par quels moyens ? En effet, il est à présumer que la « majorité » actuelle qui est en réalité une minorité, comme il a été clairement démontré, ne voudra certainement pas scier de ses propres mains la branche sur laquelle elle est perchée. Il est, d'autre part, difficile à prévoir quelle sera, par la suite, la conjoncture, si on devait éventuellement — d'après Pompidou — envisager des nouvelles élections, qui seront non seulement une « mascarade » de plus, mais ne résoudront absolument rien pour avoir une société plus juste.

Pourquoi alors ne pas prendre les devants — il faut, comme on dit, « battre le fer tant qu'il est chaud » — pour que la question de la proportionnelle puisse être prise en considération ? Et si les tentatives devaient être inopérantes et rester inefficaces pour redresser l'inégalité, pourquoi alors ne pas avoir, s'il le fallait, recours à un référendum ? » (E. Sutter, 06-Grasse).

Et Force ouvrière?

Je viens de lire le numéro 57 de « l'Unité » et en particulier l'article intitulé : « La relance syndicale ». Je dois constater une fois de plus que notre journal ne tient compte que de deux centrales syndicales, C.g.t. et C.f.d.t. Je fais partie du Snes, donc de la Fen, mais de nombreux camarades, ici, font partie de F.o. Je ne suis pas toujours d'accord avec les positions prises par F.o. sur le plan national ; je regrette qu'à Oloron, F.o. soit surtout en concurrence très vive avec la C.g.t. et en vienne parfois à un anticommunisme que je voudrais dépassé — mais je voudrais aussi voir dépassé l'antisocialisme de la C.g.t. à Oloron.

Il n'en reste pas moins que les camarades de F.o., à Oloron, viennent de participer pleinement à la campagne électorale du candidat socialiste, même s'ils ne le faisaient pas à titre de syndicalistes, et qu'ils sont particulièrement aigris de voir que la presse socialiste ne fait jamais la moindre place à leur centrale. » (R. Bouzou, 64-Oloron).

Le fait de publier dans un numéro des interviews de responsables de la C.g.t. et de la C.f.d.t. ne signifie nullement que nous manifestions un quelconque ostracisme à l'égard de Force ouvrière. La semaine dernière, par exemple, dans l'article « Guerre aux syndicats », nous avons mis en relief la position très ferme exprimée par André Bergeron.

Les préférences de Lecanuet

« Depuis cinq ans, je militais au Centre démocrate de Lecanuet : politique sociale + Europe supranationale. Je croyais être dans un parti d'opposition. Mais le fait que Lecanuet ait fait retirer ses candidats au bénéfice de la « majorité » plutôt qu'à celui de la gauche montre clairement où vont ses préférences. J'ai donc renvoyé ma carte d'adhérent au Centre démocrate.

Le P.s. me semble être un parti non-totalitaire d'opposition au régime gaulliste, et susceptible d'apporter un changement véritable sans pour cela imposer à Paris un régime style Prague. » (Alain Revon, 77-Chalifert).

Objectif: le premier parti de France

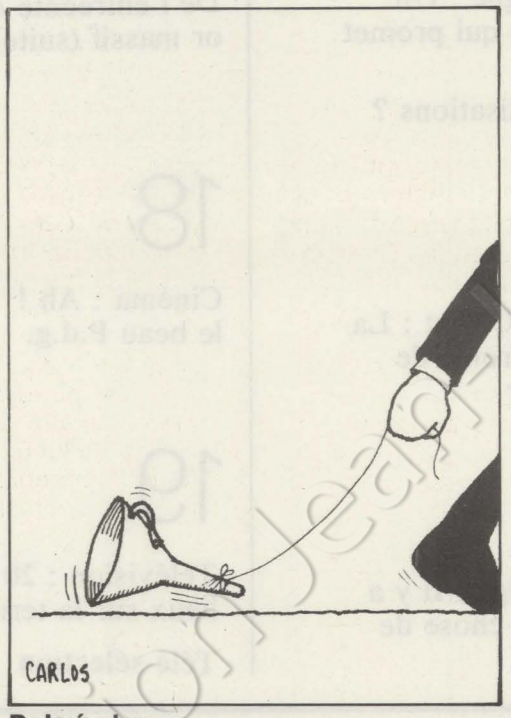
Le comité directeur du Parti socialiste se réunit samedi. Pour faire le point des élections et pour engager officiellement le processus de préparation du congrès qui se tiendra en juin, deux ans après celui d'Epinay.

Le mandat donné à l'époque à la nouvelle direction a été rempli scrupuleusement. Le Parti socialiste a élaboré son programme, il a signé un programme commun avec les communistes et les radicaux de gauche. Sous le sigle de l'U.g.s.d., ses candidats ont atteint un total de suffrages très proche de celui du Parti communiste. Le groupe parlementaire socialiste a doublé ses effectifs et s'est profondément renouvelé, à partir d'une implantation nouvelle dans des régions conquises ou reconquises sur l'U.d.r. et ses alliés.

Le bilan est largement positif. Mais il s'agit désormais d'engager une nouvelle étape dont François Mitterrand a déjà eu l'occasion de dire que l'objectif était de faire du P.s. le premier parti de France. Objectif qui peut être atteint dans les deux ou trois ans qui viennent, mais qui ne le sera qu'à deux conditions :

▶ que le Parti socialiste sache définir des perspectives concrètes hors de toute abstraction : c'est à quoi pensait Mitterrand en précisant dimanche, devant les délégués de Démocratie et Université, sa pensée sur le problème de l'autogestion et son refus de voir celui-ci servir de ligne de partage entre une « gauche » et une « droite » du parti.

▶ que soient mis en place les moyens correspondant à une telle ambition et qui doivent permettre notamment le développement de la propagande et de la presse du parti, un nouvel effort de recrutement et de structuration, notamment au niveau des entreprises, une amélioration de la formation théorique et pratique des militants - d'autant plus nécessaire que plusieurs milliers d'entre eux ont rejoint les rangs du Parti au cours de la campagne électorale, mais ne sont pas toujours suffisamment préparés pour des combats à plus long terme.



Debré s'en va...

C'est de tout cela que doit décider le congrès de juin. Mais il pourra se prononcer dans un contexte beaucoup plus favorable qu'il y a deux ans. L'image du Parti socialiste est incontestablement bonne dans tout le pays. Le dernier sondage « Figaro »-Sofres, réalisé après les élections, souligne même qu'elle est nettement la meilleure de toutes les formations politiques françaises. Les premières consultations partielles après les législatives se sont traduites dimanche dernier par le succès éclatant des candidats socialistes à Lille, dans le Gard, en Lozère, avec, dans ces deux derniers cas, une progression spectaculaire par rapport au Parti communiste.

Il y a là, précisément, l'illustration d'une situation qui semble avoir particulièrement préoccupé le dernier comité central du P.c.f. « Pour la première fois, a souligné Georges Marchais, l'union réalisée profite plus au Parti socialiste qu'à nous-mêmes. »

Une stratégie juste

S'interrogeant sur les raisons de cette disparité inattendue, le secrétaire général du P.c.f. en a trouvé de bonnes et de moins bonnes. Il est, en effet, peu conforme à la vérité de dire que « le Parti socialiste a tiré profit de la campagne anticommuniste de la grande bourgeoisie », alors que cette campagne a été largement dirigée contre le P.s. lui-même, accusé de se faire le complice d'un « coup de Prague » à Paris. Il est, en revanche, plus juste de noter que le Parti socialiste a « tiré bénéfice de l'existence du programme commun, en apparaissant avec un visage nouveau qui a attiré certains électeurs ».

L'essentiel de ce comité central, qui a invité les militants communistes à « faire marcher leur tête », reste cependant l'appréciation que la stratégie qui a conduit au programme commun « est juste et doit être poursuivie ». C'est également ce que pense le Parti socialiste et cette unité de vue s'est traduite d'une façon qui n'était pas seulement symbolique lundi à l'Assemblée sur le nom de Pierre Mauroy, à qui n'a pas manqué une seule voix de la gauche — et qui en a même recueilli quatre ou cinq supplémentaires.

Comme l'a souligné le Comité de liaison P.c.f. - P.s. - Radicaux de gauche, qui a lui-même décidé de poursuivre son activité, il est donc bien vrai que « l'union de la gauche continue à marquer la vie politique française ». Au Parlement, où elle constitue désormais une force puissante. Hors du Parlement, où la solidarité manifestée avec les lycéens et les étudiants comme avec les O.s. de Renault lui offre dès aujourd'hui de nouvelles perspectives d'action.

ANTOINE VIOLET

Le Bureau du groupe socialiste

Le groupe socialiste et des radicaux de gauche, fort de 102 membres, est le second groupe de l'Assemblée par ordre d'importance numérique. Son bureau est ainsi composé :

Président : Gaston Defferre.

Vice-présidents : Paul Duraffour (rad. de g.), André Boulloche, André Chandernagor, Louis Mermaz et Arthur Notebart.

Trésoriers : Tony Larue et Pierre Joxe.

Secrétaires législatifs : Paul Alduy, Jean-Pierre Cot, Maurice Andrieu, Charles Josselin, ainsi que Marcel Massot et Jacqueline Thome-Patenôtre (rad. de g.).

Membres : Maurice Brugnon, Raoul Bayou, André Saint-Paul, André Labarrère, Georges Carpentier, Pierre Gaudin, Philippe Madrelle, Daniel Benoist, ainsi que Michel Crepeau et Jean Zuccarelli (rad. de g.).

Au Bureau de l'Assemblée nationale ont été élus : Paul Alduy et André Labarrère, vice-présidents, Raoul Bayou, questeur, et Paul Duraffour, secrétaire.

La mort du gaullisme

Cela était évident dès le lendemain des élections : l'U.d.r. a réussi à se sauver, mais le gaullisme est définitivement mort. En moins de quinze jours, Georges Pompidou s'est débarrassé de deux encombrants « barons », Jacques Chaban-Delmas et Michel Debré. Après avoir fait savoir, comme par hasard, au cours de ce fameux déjeuner à l'Elysée qui a fait couler tant d'encre, qu'il s'était à plusieurs reprises, dans le passé, opposé au général de Gaulle.

Ce que les commentateurs appellent curieusement l'« ouverture » est, en fait, la libération de Pompidou de ce qui restait sur lui de l'empreinte d'un homme qu'il a beaucoup servi — à partir de 1944 — mais dont il a toujours su qu'il ne pouvait prétendre être son successeur. L'élection d'Edgar Faure à la présidence de l'Assemblée, la naissance du second gouvernement Messmer marquent donc le commencement d'une nouvelle ère politique et il faut tout l'humour involontaire de « la Nation » pour ne voir qu'« une simple concordance de dates » entre le message de Pompidou à l'Assemblée et le départ de Debré du gouvernement. Quant à l'ouverture sur laquelle certains s'extasient, Jean Lecanuet lui-même, bien qu'il ait tout fait pour cela, n'en trouve pas de signes suffisamment concrets pour accepter aujourd'hui un portefeuille ministériel. Et si le bureau de l'Assemblée nationale comprend désormais trois socialistes à des postes importants, ce n'est pas — comme feint de le croire « l'Aurore » — du fait de la magnanimité de l'U.d.r., mais bien parce que le Parti socialiste ayant plus que doublé ses effectifs parlementaires, la proportionnelle, qui était déjà appliquée à ce niveau, lui donne droit à une représentation sensiblement accrue.

Tout cela permet de mesurer exactement ce qui a changé et ce qui demeure.

Ce qui a changé, c'est que le gaullisme a cessé d'être une référence politique actuelle — déjà le nom du général de Gaulle avait été à peine cité par les candidats de la majorité pendant la campagne — pour être relégué au rang de témoignage historique dont Debré sera le gardien. Quand « la Nation », encore elle, écrit que celui-ci « incarne l'expression la plus pure de la fidélité », elle reconnaît par là que les autres en sont une expression moins pure, ce qui est le moins qu'on puisse dire s'agissant de Valéry Giscard d'Estaing, d'Edgar Faure et de Pompidou lui-même, sans parler des « réformateurs » qui attendent sur le pas de la porte le moment où il sera moins indécent d'entrer.

Ce qui a changé aussi, c'est que le parti U.d.r. ne pourra plus jamais prétendre régner en maître absolu. Il trouve désormais en face de lui une opposition puissante, décidée, cohérente, présente sur tous les terrains de contestation et elle ne peut plus, devant ce phénomène nouveau, que biaiser et manœuvrer. C'est le ministre Joseph Fontanet, acculé dans un débat, qui annonce que le Parlement devra revoir la loi sur les sursis dont Debré avait affirmé quelques jours plus tôt qu'il ne pouvait être question de la modifier. C'est Pompidou qui reprend dans le programme commun l'idée de la réduction de la durée du mandat présidentiel, après avoir expliqué pendant toute la campagne électorale que les modifications constitutionnelles voulues par la gauche avaient pour objet de détruire les institutions.

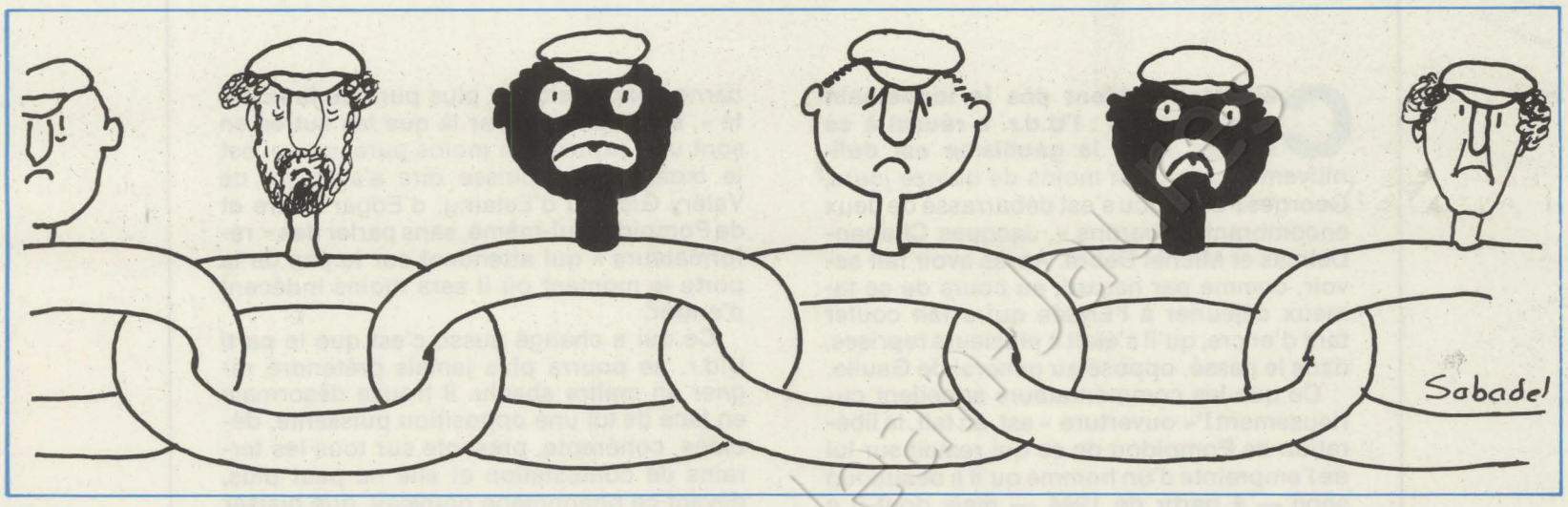
Ce qui n'a pas changé en revanche, c'est le caractère profondément réactionnaire de ce régime. Remplacer quelques hommes par d'autres qui viennent exactement du même horizon ne saurait conduire à la mise en application d'une politique nouvelle. Et la soudaine amabilité d'un message présidentiel où il n'est plus question des « bons » et des « mauvais » Français ne saurait faire oublier que Pompidou, Messmer, Giscard d'Estaing, Edgar Faure sont les représentants d'une classe de privilégiés qui gouverne, comme elle l'a toujours fait, pour la défense de ses propres intérêts et contre ceux des travailleurs et des plus défavorisés.

Cette classe, pendant quinze ans, s'est rangée derrière le gaullisme, dont elle déplorait les ambiguïtés, mais qui lui assurait la sécurité. Elle se sent aujourd'hui plus à l'aise avec ce qui est devenu, au sens plus classique, le grand parti conservateur.

Pour la gauche aussi, le combat est désormais plus clair.

CLAUDE ESTIER

Etre O.s. chez Renault



« Nous ne comprenons pas ». Cette phrase prononcée mardi par le leader C.g.t. Roger Sylvain décrit, mieux que toute autre, le climat qui règne aux usines Renault de Billancourt depuis que 373 O.s. se sont mis en grève illimitée. Ce qu'ils exigent : des conditions de travail plus humaines ; une augmentation de salaires ; et surtout une qualification de P1 F (ouvrier professionnel de fabrication au premier échelon). Et c'est là que les négociations, mercredi, ont été rompues.

« La direction ne veut pas satisfaire cette revendication, expliquait mardi Roger Sylvain, en attendant la réouverture des négociations à 17 h. Elle demande d'essayer de comprendre, elle nous dit que, dans les huit jours qui viennent, nous allons travailler sérieusement sur les problèmes de qualification. Sa position est d'autant plus incompréhensible qu'elle refuse aujourd'hui ce qu'elle compte accorder dans huit jours. Alors, nous nous interrogeons. »

C'est ce que tout le monde faisait à Billancourt, après des journées de discussions acharnées. Il faut remonter au début du conflit, et même aux luttes des dernières années à Renault, pour comprendre l'attitude illogique de la direction de la Régie.

Au-delà des salaires

Il faut revenir au jeudi 22 mars, lorsque les grandes presses du département 12, où se fabriquent des éléments de carrosserie, s'arrêtent : les O.s. qui y travaillent — à 90 % des travailleurs immigrés, Nord-Africains, Espagnols ou Portugais — ont décidé de se mettre en grève illimitée. A cela, les raisons sont nombreuses.

D'abord, il y a les conditions de travail. Dans les ateliers du « 12 », 75 grosses presses à emboutir, séparées chacune par un espace de trois à quatre mètres, servent à fabriquer les carrosseries des R4 et des R6. « Le bruit est insupportable, raconte un des grévistes. On travaille avec des casques munis d'écouteurs. Quand il fait chaud, le casque devient intolérable. Et puis, évidemment, il y a les cadences. Par exemple, on se retrouve au poste qui fabrique les « pavillons », c'est-à-dire les toits des voitures. Chaque fois qu'un pavillon est embouti — il pèse environ 25 kg — on doit le retourner à la main. Et on fait 380 pavillons à l'heure. Calculez : on manie 3 à 4 tonnes de ferraille par jour. » Les autres postes ne sont pas plus enviables. Lorsque les pièces sont moins lourdes, les cadences augmentent. Par exemple, un O.s. manie 560 ailes de voitures par heure. Il existe certes deux presses où l'on n'a plus besoin de tourner les pièces à la main : on y fabrique des ailes ou des éléments de portes, à raison de 9 000 pièces à l'heure, que deux ouvriers rangent dans des containers. Tout cela a une conséquence, reconnue par la médecine du travail : après douze années passées aux presses, un ouvrier est pratiquement sourd.

Que gagne un O.s. des presses ? La plupart, au « 12 », touchaient un salaire de 1 419 F — c'est-à-dire 8,15 F de l'heure — pour 40 heures de travail. Dans la même catégorie, il y a trois indices : mini, moyen et maxi. Le salaire mini correspond aux taux d'embauche, pendant 3 à 6 mois ; le salaire moyen, la plupart le touchent indéfiniment ; le salaire maxi, lui, est accordé à ceux qui savent plaire à l'agent de maîtrise. Un O.p.1, en moyenne, gagne dans les 1 530 F.

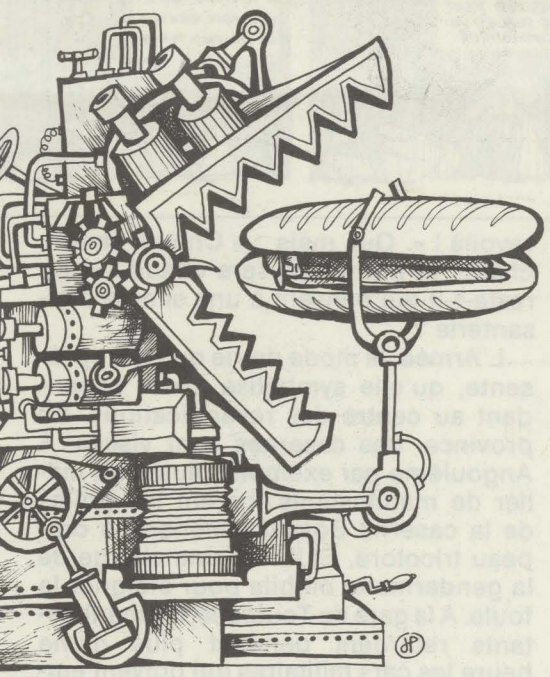
Mais, en réclamant des augmentations de salaires, les ouvriers des presses n'ont pas voulu seulement gagner autant qu'un professionnel. Ce qui leur tient le plus à cœur, c'est la qualification, c'est de ne plus être O.s. Au début, la C.g.t. avait minimisé l'importance de ce phénomène en jugeant acceptables les premières propositions de la direction, qui voulait bien accorder en prime la différence de salaire entre un O.s. et un professionnel, mais refusait systématiquement que les O.s. passent professionnels. Les grévistes ont refusé alors ces propositions. « Pourquoi, demande l'un d'eux, Portugais qui travaille à Billancourt depuis quatre ans, est-ce que je me retrouve à une presse avec un voisin P1F, qui fait le même travail que moi ? A quoi correspondent les qualifications différentes ? »

Aujourd'hui, la tuile

Pour les grévistes, comme pour la direction, tout le problème est là. Il ne date pas d'hier. Et si les grévistes se montrent aussi décidés, et la direction aussi entêtée, c'est qu'un changement pour 400 personnes entraînerait des répercussions qui ébranleraient le système Renault tout entier.

En effet, la moitié des 100 000 salariés de chez Renault sont des O.s. Et leur proportion ne cesse de grossir : entre le 1er janvier et le 31 octobre 1969, leurs effectifs ont augmenté d'environ 14 %, tandis que le nombre d'O.p. croissait de 1 %. L'an dernier, de longues négociations ont eu lieu entre syndicats et direction. « La direction a admis qu'il fallait faire quelque chose pour les O.s., expliquait à l'époque Bernard Poirier, délé-





gué central de la C.f.d.t. à Renault. C'est alors qu'elle a décidé de créer les P1. Cela touche environ 5 000 à 6 000 O.s. : pas plus de 10 % des effectifs. Mais cela ne concerne en fait que des catégories un peu en marge de la fabrication, comme les essayeurs de voitures, par exemple. Très peu d'ouvriers de la fabrication ou du montage en bénéficient. Ce qu'il aurait fallu modifier, c'est l'organisation du travail. »

Cela, la direction de Renault n'a jamais voulu le faire, elle n'a jamais décidé de régler une fois pour toutes le problème des O.s., en accordant une grille de salaires plus simple, des possibilités normales de promotion. Et si la grève du département 12 la gêne énormément sur le plan matériel — en paralysant ce secteur-clef, on arrête directement les chaînes de la R4 et de la R6, faute de carrosseries à monter — la question posée sur le plan général est, pour elle, la « tuile ». Prévue depuis longtemps, elle est aujourd'hui tombée.

A plusieurs reprises, déjà, les O.s. ont manifesté leur mécontentement : en avril-mai 1971, la grande grève des O.s. du Mans — 25 jours d'arrêt de la production qui empêchèrent la sortie de 60 000 véhicules — avait soulevé la question. La direction était alors parvenue à repousser à plus tard de véritables améliorations. Depuis, les coups de semonce se multiplient. En février dernier, au département 38, celui des petites presses, 200 ouvriers se mettent en grève. « Ils posaient le même problème que l'atelier 12 aujourd'hui, explique Alain Riolland, délégué C.f.d.t. à Billancourt et membre du comité d'entreprise. A l'époque, d'ailleurs, les travailleurs du « 12 » avaient débrayé deux heures pour mettre en avant leurs revendications. Comme cela n'a pas été réglé à l'époque, on le retrouve aujourd'hui. Dans le conflit actuel, la direction a donné tout de suite aux O.s. des augmentations. Mais le problème n'est pas là. »

Acculée aujourd'hui, la direction a d'abord eu une attitude intransigeante. « Elle a recherché l'épreuve de force », dit un syndicaliste. Pressions et provocations n'ont pas manqué. A Flins, surtout, où les ouvriers des presses — comme ceux de Sandouville, près du Havre, et ceux de Douai — sont aussi en grève, on a essayé de « dissuader » les grévistes : on a vu, à Flins, la maîtrise protéger physiquement quelques ouvriers qui voulaient mettre les presses en route. A Billancourt même, on a aussi expliqué aux grévistes ce qu'ils risquaient... plus tard... Puis, la direction a réalisé que le stock, peu important, ne durerait pas longtemps. Il a duré huit jours. Craignant une extension du conflit, elle a alors préféré mettre en « chômage technique » — terme pudique signifiant lock-out — les 7 000 ouvriers des chaînes de montage de l'île Seguin. Et devant la résolution des grévistes, elle a cédé... sauf sur le principal.

Dans ces prises de position successives, un facteur a sûrement joué un rôle : le soudain durcissement de la C.g.t. Brusquement, après l'assemblée des travailleurs des presses la désavouant, il y a dix jours, les délégués C.g.t. de Renault se sont mis à tenir un langage presque gauchiste. Soutenus d'ailleurs au niveau national, comme en témoigne l'éditorial de Georges Séguy dans « l'Humanité » de mardi, qui place parmi les trois thèmes les plus importants du printemps « la défense des intérêts et des droits des travailleurs immigrés ».

Débordée par cette grève spontanée, plus proche de la C.f.d.t. que d'elle, la C.g.t. a ressenti la nécessité de « rajeunir » son langage et de modifier son attitude. Résultat : il y a aujourd'hui, à Renault, deux blocs parmi les syndicats. D'un côté ceux qui bornent leurs revendications à l'amélioration de la prime, et de l'autre la C.g.t. et la C.f.d.t., qui veulent que soit remis en cause le système des O.s.

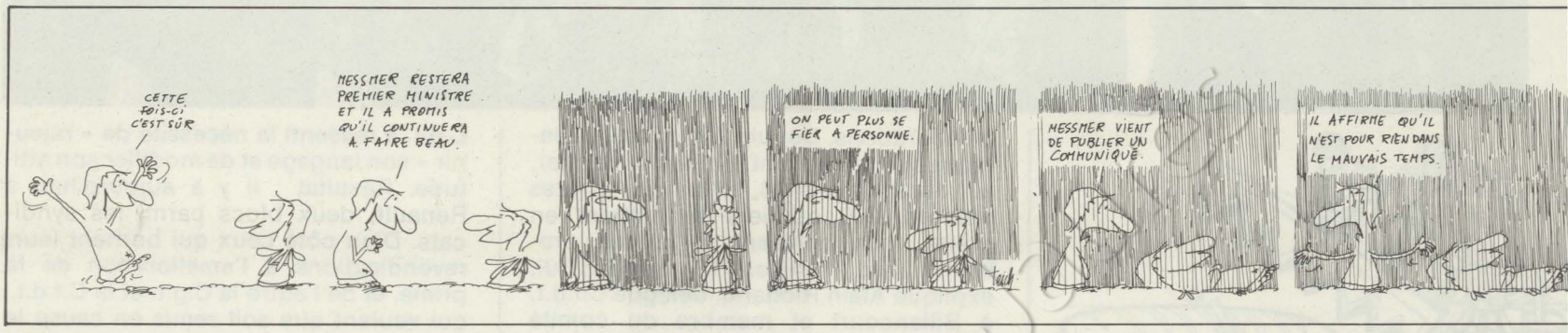
En se mettant en grève, les O.s. de l'atelier 12 ont certes mis la direction de Renault dans une position très inconfortable. Mais, quinze jours après les élections, ils embarrassent autant, sinon davantage, le nouveau gouvernement : placé entre le désir d'une auréole sociale et la tentation de l'immobilisme, Pierre Messmer sait que tout ce qu'il dira, tout ce qu'il ne dira pas, sera interprété, à juste titre, comme une indication de la politique sociale qu'il compte mener. Au point que Georges Pompidou, dans le message qu'il a adressé au Parlement mardi, a cru sage de parler du travail à la chaîne, « anachronique et de moins en moins supporté... »

Il ne croyait pas si bien dire : dès le lendemain, la rupture des négociations à la Régie faisait craindre l'asphyxie de Renault et les responsables syndicaux parlaient de « mobilisation générale des mécontentements »...

MICHELE BACKMANN

Il y a vingt ans...
MORT DE STALINE
La fin de l'ère stalinienne
Les persécutions antisémites
Mort naturelle ou assassinat ?
Un livre de
GEORGES BORTOLI
éditions ROBERT LAFFONT
Mercure Critique

Première victoire



« Ouvrez les yeux — fermez la télé ! » A l'heure des actualités régionales, ce lundi 2 avril, les lycéens ont trouvé ce slogan pour souligner leur présence dans la rue — c'est pourtant bien par la télévision que Joseph Fontanet explique le lendemain qu'il faudra sans doute réviser la loi Debré dans un débat parlementaire. Les 100 000 jeunes qui manifestent de la gare de l'Est à la Nation ne savent pas encore qu'ils tiennent leur première victoire. Le principal pour eux, c'est ce flot ininterrompu sur trois kilomètres et demi. Pourtant un vent glacial déchire les banderoles. Et ils sautent sur place, au rythme des slogans. Pour se réchauffer.

En débouchant sur la place de la République, les lycéens et les étudiants savent déjà une chose : ils sont plus nombreux qu'à leur précédente manifestation, le 22 mars. Et puis, cette fois, des adultes les accompagnent : les parents de la Fédération Cornec ferment le cortège. Des banderoles le soulignent : toutes les organisations politiques et syndicales de gauche sont là. De la C.g.t. à la C.f.d.t., du P.s.u. à la Ligue communiste, des Jeunesses socialistes aux Jeunesses communistes. En province, à la même heure, 200 villes connaissent le même déferlement.

Dix jours après le 22 mars, les mots d'ordre ont peu varié. Peut-être un peu plus durs. Toujours indépendante de toute organisation politique, la contestation s'élargit. Contre les « lycées casernes ». « Lycéens, étudiants, travailleurs, même combat ! » n'est plus seulement le slogan d'une minorité très politisée. Le ton goguenard est encore de mise : « Cinq ans déjà — Coucou, nous revoilà ! ». Oui, mais : « Chaud, chaud, chaud, le printemps sera chaud ! ». En reste-t-il qui pensent à une simple plaisanterie ?

L'Armée, le mode de vie qu'elle représente, qu'elle symbolise, reste cependant au centre des revendications. En province, des casernes sont visées. A Angoulême par exemple, plus d'un millier de manifestants forcent les grilles de la caserne Bossut, amènent le drapeau tricolore. Et il faut une charge de la gendarmerie mobile pour éloigner la foule. A la gare de Toulouse, les manifestants retardent pendant plus d'une heure les cars militaires qui doivent embarquer les recrues incorporées ce jour-là : barbouillages de peinture, et pertes de képi pour quelques officiers.

La démobilisation des lycéens, espoir ultime des rectorats et du ministère de

Social: Le chômage je connais

D'un lecteur de l'Unité

Je suis « demandeur d'emploi » depuis neuf mois, formule plus élégante que le vulgaire « chômeur ».

Mon inscription a été faite au 118 bis, rue de Javel, immeuble qui se compare quelque peu à la description de votre article « Chômeurs, connaît pas ». J'ai été dirigé sur le 43 de ladite rue, et là, on se retrouve dans un local similaire à celui de la Jussienne. Il faut dire que le hasard a favorisé les « demandeurs » du 15e arrondissement en les accueillant au rez-de-chaussée.

J'ai eu l'occasion de pénétrer dans un bureau de placement du secteur privé : il n'y a rien de comparable, à tous points de vue. L'A.n.p.e. est en-dessous de tout, votre article est l'exactitude même.

Les jeunes peuvent nourrir l'espoir d'un emploi, d'un reclassement, d'une conversion. Le vieux travailleur, pour lui, c'est fini.

J'ai pris une certaine revanche, mon temps étant disponible ; j'ai voulu être utile, j'ai participé à la dernière campagne électorale. Puisque le « pointage » me tenait prisonnier, j'en ai profité pour élever le débat et soutenir les jeunes qui ont participé à l'action.

En raison des nombreuses réalisations (façon de dire) sociales, promises et non tenues, je tiens à en parler au ministre compétent, par quelques lignes empreintes de la plus franche cordialité.

Au moment où ces lignes vous parviendront, le responsable... ne le sera plus. C'est une tactique bien commode. On peut toujours trouver un perchoir pour se mettre à l'abri, ayant semé la pagaille plutôt que les bonnes idées.

Cher ministre,

Ayant eu mon petit carnet d'apprenti peu avant mes quatorze ans, je devais effectuer un long parcours de travailleur. Je dois préciser que ce livret était présenté sous le titre : « Livret individuel de travail des *enfants* dans l'industrie ».

Il est dur, ce titre !

Bien entendu, Edgar, tu n'es pas responsable de ce qui m'arriva à cette époque. J'en parle simplement pour attirer l'attention sur le fait que la fin de ma carrière sera aussi dure que le début. C'est sur cette fin que je désire m'entretenir avec toi.

Au début de 1972, au moment de mes 60 ans, je fus liquidé dans un licenciement collectif. Ce fut brutal et pas du tout dans le genre de celui qui connaît le terminus à l'avance. Je me retrouvai donc rue de Javel parmi la foule des « demandeurs d'emploi ».

Le fait de gagner moins est assez logique, mais perdre sa liberté est difficile à supporter. Chaque quatorzaine, on se retrouve sur le trottoir. L'année de mon inscription, il m'a fallu discuter longtemps pour obtenir, une seule fois, 28 jours en période de vacances !

Attention : pas de pointage, pas de paye. Cette paye ne peut-être obtenue qu'à la banque du service (Crédit lyonnais, à Paris). Le compte courant postal ? Rien à faire. Ce n'est pas humain, Edgar.

Dernièrement, un adoucissement est venu. Nous pointons tous les vingt-huit jours, mais toutes les quatorzaines il faut remettre une attestation !

Monsieur le ministre des Affaires sociales nous aime bien.



l'Education nationale, n'a pas eu lieu. Bien au contraire : le mouvement s'élargit. Il ne concerne pas seulement les 53 lycées parisiens. Mais aussi, et pour la première fois, l'enseignement technique : C.e.t. et lycées techniques.

En 1972, ils étaient près d'un million d'élèves à suivre la filière technique et leur irruption sur la scène de l'agitation lycéenne montre qu'aucun secteur du secondaire n'est épargné. Dans l'académie des Alpes-Maritimes, par exemple, 90 % des élèves des lycées et des C.e.s. font grève. Et ils sont 95 % dans les C.e.t. A Antibes, au C.e.t. mixte de la place Nationale, le rectorat avoue lui-même 87 % d'absents. Dans un C.e.t. de Caen, 70 élèves seulement sont présents...

Avec eux, les revendications quittent l'univers un peu privilégié des lycéens et deviennent plus populaires. Ces élèves, dont 70 % environ sont fils d'ouvriers, ne se sentent pas concernés directement par le problème des sursis. Pour eux, le service militaire ce n'est pas seulement un an perdu. Mais un problème professionnel. A 18 ans, avec un C.a.p. ou un B.e.p. difficilement obtenu — le taux de réussite est ici particulièrement bas — ils se heurtent à cette clause d'embauche : « Dégag. oblig. milit. ». Alors, il leur faut traîner de travaux instables en « boulot au noir ». Bonne affaire pour le patronat. Sans parler des chômeurs que les services officiels ne comptabiliseront pas.

Lundi, ils avaient participé en masse au cortège de la gare de l'Est. Et mercredi, ils ont fait leur propre manifestation aux cris de « C.e.t.-casernes, y en a marre ». Aujourd'hui, il est plus que jamais difficile d'ignorer la grande misère de l'enseignement technique. « Le C.e.t. c'est l'antichambre de l'usine, dit un élève d'une section de tourneurs du C.e.t. Jemmapes. Entre l'administration et nous, il y a surtout des rapports d'autorité et d'obéissance. Les brimades, les corvées, c'est déjà une manière de nous apprendre à vivre. »

La liberté d'aller et venir qui existe dans les lycées, une certaine souplesse dans la discipline qu'il a bien fallu accepter, les élèves de technique les connaissent rarement. Un élève de banlieue précise : « Contrairement à ce qui se passe dans de nombreux lycées, nous n'avons pas le droit de sortir du C.e.t. si un professeur qui fait quatre heures de cours est absent. Dans mon bahut, il n'y a pas de foyers, encore moins d'animation, en dehors des heures de cours, subtilement agencées suivant les années et les sections. »

Réviser la loi Debré ? Le gouvernement ne manque pas d'idées ! A condition que tous ces jeunes ne répondent pas, maintenant, que le sursis, c'est un problème parmi tant d'autres. Que les conditions de travail dans leurs écoles, ainsi que leurs débouchés, les préoccupent tout autant. Les vacances de Pâques vont peser lourd pour la démobilisation du mouvement. En 1968, elles avaient permis au mouvement qui éclatera en mai de s'organiser pour de bon. Georges Séguy appelle à une grande manifestation unie des lycéens, des étudiants et des ouvriers pour le Premier mai. A moins que, d'ici là, la révolte étudiante ne s'exapère à travers le drame de Strasbourg ?

NICOLAS BRIMO et CHRISTINE COTTIN



Ayant essayé de préparer un toit pour mes vieux jours, j'avais entrepris la réfection d'une vieille maison en province. Avec ce régime de garde à vue, impossible de continuer.

Est-ce du social ? Réponds, Edgar. Pourtant, je me suis bien conduit durant ma vie, Edgar.

Enfin, à soixante-cinq ans, j'espère être libre, comme un grand. Mais serai-je en état d'achever ma maison ?

A chaque mois de vacances, durant mes années actives, j'avais prévu ma retraite.

Malgré quelques tentatives pour échapper au piège du pointage, je n'ai pas réussi à fléchir l'énorme machine administrative.

Pour couronner le tout, la réduction annuelle de 30 % du voyage en chemin de fer n'est pas admise pour le cas de chômage. Que d'épines !

Lorsque je regarde mon livret d'apprenti, qui mentionne aussi « ... et de la prévoyance sociale », le cœur me manque. A 61 ans et deux mois, la résistance diminue.

Allons, Edgar, descends de ton perchoir et viens avec moi sur le trottoir, au 43 rue de Javel. Une nombreuse assemblée nous attend.

HENRI SANTRE

Fresnes, à 14 ans

Ils étaient réunis en rond, vendredi, les jeunes avocats ; tout en noir avec leur rabat blanc. Comme des écoliers sages. Episodiquement turbulents. Pour discuter gravement du « rapport Arpaillange », seconde mouture, rédigé par le directeur des Affaires criminelles et des grâces. Rapport confidentiel et dont on ne parle que sous le manteau, si bien que, dès le début de la réunion, le président annonça que le texte lui-même ne serait pas communiqué, Pierre Messmer ayant menacé de poursuivre les organisateurs...

Mais nous sommes entre gens bien élevés. On parla du rapport. De mémoire et « à dossier fermé ». Les orateurs discutèrent donc poliment de ce que l'on savait grâce à quelques indiscrétions : le souhait des autorités est de renforcer le rôle du Parquet, dont le public commence à savoir qu'il est l'émanation du Garde des Sceaux, donc du gouvernement. De diminuer, voire parfois d'escamoter, l'intervention de l'avocat, redevenu un gêneur comme au temps du Premier Consul. Et puis aussi, dit-on dans une sorte de poujadisme judiciaire, d'aggraver les peines dans le domaine des homicides involontaires, les fantômes du talc Morhange et du « Cinq-Sept » n'étant pas étrangers à ces vœux répressifs.

Des nuits à pleurer

Bien entendu, il ne peut être question du budget misérabiliste de la Justice, qui explique cependant une crise angoissante de recrutement, une absence de moyens matériels et la paralysie actuelle des enquêtes et des procédures qui en constituent le corollaire. Ni de la dépendance des magistrats tenus par le Pouvoir en « liberté surveillée ». Ni d'une certaine conception périmée de l'homme où la sanction prend le pas sur l'éducation : le dogme du coup de règle sur les doigts. Des réformes pontifiantes et technocratiques. Mais, surtout, ne pas se poser de questions.

Pendant ce temps, un enfant de 14 ans est à Fresnes. « L'incendiaire », comme dit l'opinion publique. Celle qui lapidait les femmes adultères au temps des Pharisiens. Son camarade vient de quitter la prison : il présentait de telles manifestations obsessionnelles que sa santé physique et morale était en grave danger. Il a bien fallu s'incliner. On l'a placé dans une famille, sous le contrôle de l'Education surveillée.

L'autre est encore détenu. Il commence à « craquer », disent les amateurs d'articles à sensation, et « passe ses nuits à pleurer » ; mais les experts estiment sans doute que le stade dangereux de la dépression n'est pas suffisamment atteint. Rassurez-vous, bonnes âmes, cela ne saurait tarder. Comment résister à l'angoisse d'être à l'origine, même involontaire, de la mort de ses camarades ? Et comme si cette sanction morale, effroyable, ne suffisait pas pour toute une vie, viennent s'ajouter le régime carcéral, aux côtés d'adolescents plus âgés, parfois pervertis, et la haine : la haine des malheureux parents, mais aussi celle des partisans du talion. « Une bonne fessée, et après, la guillotine », suivant la formule noire de « Charlie-Hebdo ». A défaut, Fleury-Mérogis, prison modèle des mineurs et rendez-vous des suicides.

Carences sinistres

L'enfant a 14 ans et demi. Il en paraît moins. Chétif et bien élevé, paraît-il. Gentil, affectueux. Des parents qui font de leur mieux et surveillent son emploi du temps. Cet enfant pourrait être le vôtre ou le mien. Il est en 4e « aménagée » — oh ! euphémisme — dans un C.e.s., ces C.e.s. dont certaines classes sont qualifiées à voix basse de « dépotoirs ». Peu importe, d'ailleurs, le drame aurait pu se passer psychologiquement dans un autre endroit : Ennui — Prison — Révolte — Incendie : c'est le pétrole de la Commune ou l'incendie de Paul Eluard, qui « s'en prenait aux chaînes et aux murs, aux baillons et aux serrures ». Ou simplement, comme dans la chanson des écoliers, « Vive les vacances, plus de pénitences, les cahiers au feu, le maître au milieu ».

« L'idée nous en est venue parfois, nous a avoué l'autre jour un avocat tranquille. Mais, dans notre bon vieux lycée, elle n'aurait pas pu avoir les mêmes conséquences ». Là, lorsqu'après la dernière classe, les deux enfants se décident, avec l'émulation des grands (Chiche que tu n'oseras pas ? — Chiche que je le ferai !), ce ne sont pas quelques pupitres maudits qui vont brûler, mais le collège tout entier qui s'effondre en quelques minutes, transformé en brasier.

A l'établissement, destiné à contenir 900 personnes, rien ne manquait dans la liste des carences sinistres : pas de pare-feu ; les poutrelles de soutènement ne comportaient d'amiante que dans les parties apparentes ; les murs de façade présentaient, par contre, une couche de plastique en polystyrène expansé de 4 cm d'épaisseur, et l'on dit même que le certificat de conformité n'avait pas encore été délivré. 55 C.e.s. présenteraient d'ailleurs actuellement les mêmes particularités.

Tout est prêt pour le drame.

Rue Edouard-Pailleron, en plus, le cours de solfège organisé par la mairie se retrouvait le soir, faute de local, au 3e étage de l'établissement scolaire, ce que les enfants ignoraient. De surcroît, le grand escalier s'arrête au deuxième étage ; c'est un étroit accès qui le relaie ensuite.

Mais soyez tranquille : le ministre de l'Education nationale ne présente pas de manifestations obsessionnelles...

COLETTE PIAT

STAGE DE FORMATION

Pendant quatre jours, du 16 au 19 avril, le Parti Socialiste organise à la Cité Malesherbes un stage de formation avec la participation du Premier Secrétaire, de Secrétaires nationaux et de nouveaux élus.

Le stage prévoit :

— une analyse des Législatives

— quelques données économiques sur un problème d'actualité : la monnaie

— un bref rappel de l'histoire du Parti et l'étude descriptive de son fonctionnement

— les nouvelles formes de l'exploitation capitaliste

— une analyse des récentes mutations sociales qui ont donné un nouvel électorat

— étude de cas d'implantation et de combat politique par de nouveaux élus

— quelques données théoriques sur la communication.

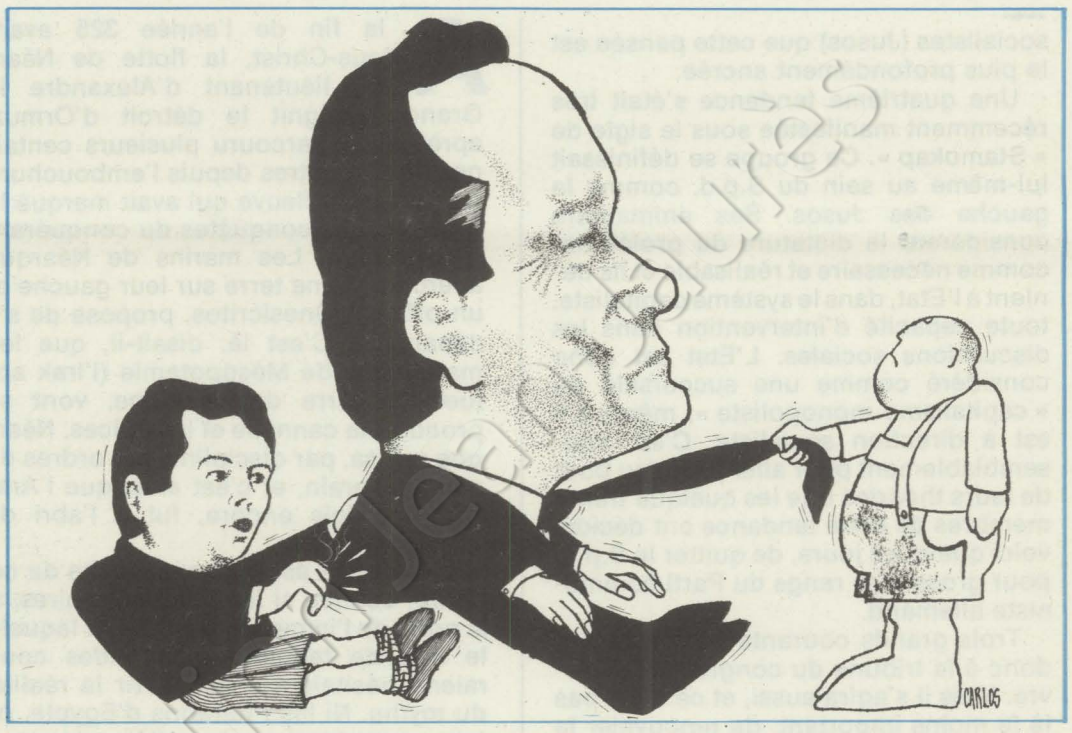
On peut s'inscrire en écrivant très vite au siège du Parti Socialiste, 12 Cité Malesherbes, Paris (9e), à l'intention d'Yvette Roudy, en précisant : nom, prénom, âge, profession, fédération.

Un Congrès qui promet

C'est dans un climat tendu que le Parti social-démocrate allemand se prépare à tenir, du 10 au 14 avril, son congrès à Hanovre. Les discussions qui vont marquer ce congrès auront une portée historique. Certains commentateurs ont essayé d'enfermer le S.p.d. dans un dilemme : poursuivre sa politique de réformes engagée depuis le programme du Bad-Godesberg ou bien réclamer une transformation socialiste de la société, comme le propose l'aile gauche. En fait, le débat actuel est centré sur le programme à long terme, dont le titre officiel est « Projet d'orientation économico-politique pour les années 1973 à 1975 ».

Lors du congrès de Sarrebrück, il y a trois ans, les socialistes allemands avaient décidé de confier la préparation de ce programme à une commission présidée par le vice-président du parti, Helmut Schmidt. Ce programme, soumis à la discussion des militants, doit tracer le cadre des décisions politiques et économiques du gouvernement allemand. Les discussions au sein du S.p.d. ont, à ce jour, montré que les différents groupes sont, dans une large mesure, d'accord sur les objectifs de la future politique de réforme, les divergences portant avant tout sur les bases théoriques de cette politique.

Les principales tendances composant actuellement le S.p.d. se manifesteront au congrès de Hanovre. La première est



animée par Helmut Schmidt, qui a un jour employé à son propre propos la formule de « conservatisme des gens en place ». La deuxième tendance est très engagée au niveau des luttes socio-politiques. Son but est de parvenir, par les voies démocratiques, à une amélioration de la qualité de la vie. Pour ce faire, elle s'appuie sur le programme de Bad-Godesberg.

Une troisième tendance se rapproche de l'analyse marxiste. On y retrouve, dans toute sa vitalité, l'ensemble de la pensée de la nouvelle gauche. L'élément essentiel de discussion réside dans l'opinion que l'on peut se faire du rôle de l'Etat et dans la question de la socialisation des moyens de production et d'échange. C'est au sein des Jeunesses

→

Quelles nationalisations?

Concrètement, le débat, au sein du S.p.d., porte très fortement sur les nationalisations, c'est-à-dire sur la première série de mesures qui toucherait en Allemagne les structures de base de l'économie capitaliste. L'Allemagne fédérale n'a jamais connu de nationalisations importantes, à l'encontre de ce qui s'est passé en Grande-Bretagne, en Autriche ou en France.

Il existe des services publics — les chemins de fer fédéraux et la poste fédérale — et un secteur concurrentiel dans les mines, les industries et la production d'énergie. Souvent, l'Etat fédéral, les länder et les municipalités sont copropriétaires d'une entreprise collective. De plus en plus se développent des sociétés d'économie mixte, notamment pour l'électricité. Enfin, la présence de l'Etat dans les entreprises se fait surtout sous forme de prises d'actions, sans que soit systématiquement recherchée une position majoritaire. L'Etat fédéral devient alors un capitaliste comme un autre. Willy Brandt estime qu'une telle méthode permet un contrôle suffisant de l'économie allemande sans que soit nécessaire de poser le problème de la propriété.

Dans le domaine bancaire, le particularisme allemand est également évident. La distinction entre banques d'affaires et banques de dépôt est inconnue. Les banques populaires et les coopératives de crédit agricole sont assez puissantes et le mouvement ouvrier, notamment les syndicats, ont pénétré ce secteur et gèrent leurs propres affaires.

La notion de nationalisation a donc une autre signification qu'en France par exemple. Il faut partir à zéro pour les banques et tenir compte, pour les industries clés, de la présence de l'Etat fédéral : celui-ci contrôle actuellement, par des participations majoritaires, 74,9% de la production d'aluminium, 44,8% du minerai de fer, 38,7% des constructions navales, 24,9% des produits azotés, 8,5% du pétrole et 5,5% de l'acier.

L'opposition, qui souhaite également une radicalisation de la politique étrangère — notamment dans les relations avec les Etats-Unis — utilise l'ouverture à l'est du chancelier Brandt pour renforcer son argumentation, en posant le problème communiste sur un autre plan que celui des relations d'Etat à Etat. S'appuyant sur l'exemple français : elle paraît souhaiter un débat idéologique conduisant à un rapprochement entre communisme et socialisme. Ce qui est difficilement compris par les masses allemandes, en particulier dans les syndicats. Cependant, la grande centrale D.g.b., proche de la social-démocratie, a franchi un premier pas en s'associant à la politique d'ouverture vers les pays communistes. Le D.g.b. contrôle la quatrième banque de la République fédérale, la Bank fur Gemeinwirtschaft, qui va investir 20 millions de marks en Allemagne de l'Est. L'épouvante n'est plus de mise en face du communisme et il est tentant et facile de proposer la discussion politique avec des gens qui acceptent l'argent aussi facilement offert.

C.F.

Un congrès qui promet

La guerre froide de l'or noir

socialistes (Jusos) que cette pensée est le plus profondément ancrée.

Une quatrième tendance s'était très récemment manifestée sous le sigle de « Stamokap ». Ce groupe se définissait lui-même au sein du S.p.d. comme la gauche des Jusos. Ses animateurs considèrent la dictature du prolétariat comme nécessaire et réalisable et ils dénient à l'Etat, dans le système capitaliste, toute capacité d'intervention dans les discussions sociales. L'Etat est donc considéré comme une succursale du « capitalisme monopoliste », même s'il est à direction socialiste. C'est vraisemblablement pour aller jusqu'au bout de leurs théories que les quelque trente membres de cette tendance ont décidé, voici quelques jours, de quitter le S.p.d. pour grossir les rangs du Parti communiste allemand.

Trois grands courants s'exprimeront donc à la tribune du congrès de Hanovre. Mais il s'agira aussi, et ce n'est pas là le moins important, de renouveler la direction du parti. L'aile gauche du S.p.d. escompte pouvoir réunir un bloc majoritaire au sein du congrès. Cet espoir l'amène à réclamer une participation plus importante à la direction du parti. De toute façon, on peut s'attendre à d'importants changements, aussi bien dans la direction du S.p.d. que dans son comité directeur. Mais les changements de personnes concerneront surtout la « deuxième ligne » de la direction du parti. Les positions de Willy Brandt et de Helmut Schmidt, notamment, ne sont nullement menacées.

Il ne fait pas de doute que le S.p.d. est entré dans une période de profonds changements dont l'ampleur ne pourra être appréciée qu'après le congrès de Hanovre. Il faut toutefois relever que l'accord est total, au sein de la grande majorité du parti, sur les objectifs auxquels doivent aboutir les réformes.

Les discussions préparatoires au congrès de Hanovre démontrent donc que les problèmes d'actualité sont ressentis et débattus aujourd'hui au sein du S.p.d. avec plus d'âpreté que jadis. Mais cela ne saurait nullement porter atteinte à l'efficacité politique du S.p.d., mais plutôt doit contribuer à la renforcer, aux yeux des jeunes générations, dans le combat qu'il mène en République fédérale d'Allemagne pour la construction d'une société plus juste et plus humaine.

BERNARD MONTANIER

A la fin de l'année 325 avant Jésus-Christ, la flotte de Néarque, lieutenant d'Alexandre le Grand, atteignit le détroit d'Ormuz, après avoir parcouru plusieurs centaines de kilomètres depuis l'embouchure de l'Indus, le fleuve qui avait marqué la frontière des conquêtes du conquérant macédonien. Les marins de Néarque aperçurent une terre sur leur gauche et un officier, Onesicritos, proposa de s'y débarquer. C'est là, disait-il, que les marchands de Mésopotamie (l'Irak actuel), la terre de Babylone, vont se procurer la cannelle et les épices. Néarque refusa, par discipline aux ordres de son souverain, et c'est ainsi que l'Arabie, une fois encore, fut à l'abri de l'invasion.

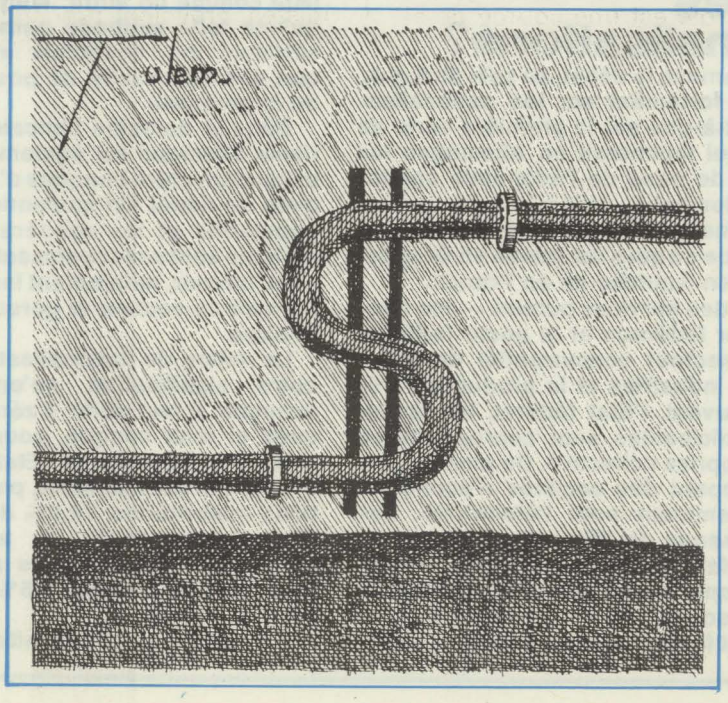
L'Antiquité est pleine de récits de ce genre, comme si les grands empires, à la porte de l'immense Arabie, sur laquelle tant de fabuleuses légendes couraient, hésitaient à découvrir la réalité du mythe. Ni les Pharaons d'Egypte, ni les souverains guerriers d'Assyrie, ni le Grand Roi, ni Alexandre, ni Rome ne franchirent une limite indistincte, au nord de l'Arabie, au-delà de laquelle commençait un désert et des secrets.

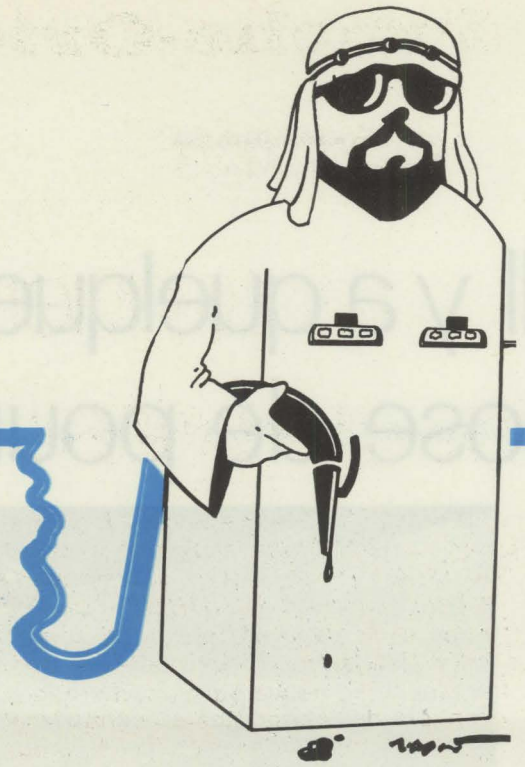
Certes, il fallait parfois rosser les tribus pillardes sorties de ce chaudron infernal. Certes, des contingents arabes furent intégrés dans les armées des vainqueurs et il y eut même du sang arabe dans les veines de quelques empereurs du Bas-Empire romain. Mais il fallut attendre Mahomet pour qu'explose, à partir du royaume de la reine de Saba, une religion qui allait porter le nom d'arabe aux quatre points cardinaux. Puis l'Arabie retomba dans l'inconnu, les empires musulmans siégeant ailleurs et ses frontières préservées des pénétrations étrangères par les interdits sacrés environnant La Mecque.

Police britannique

La cannelle et les épices ne passent plus aujourd'hui au travers du détroit d'Ormuz à partir du cap Maketa. Les boutres antiques ont été remplacés par des monstres d'acier, les pétroliers. De chaque côté du golfe Persique coule une des sources de cette énergie que dévore la civilisation moderne. Au nord, l'Iran, au sud l'Arabie Saoudite, à l'ouest l'Irak et Koweit. Entre le nord et le sud, le long de la côte du golfe Persique, du cap Maketa à la pointe du Quatar, la Fédération des Emirats — Doubaï, Abou Dhabi, Quatar, Bahrein. Au total, le tiers du pétrole mondial utilisé et les deux tiers des réserves connues.

Quotidiennement, près de trois millions de tonnes de brut franchissent le détroit d'Ormuz, vers l'Europe — qui importe 60 % de sa consommation pétrolière du Proche-Orient — ou vers le Japon (85 %). Et demain vers les Etats-Unis, qui, compte tenu de l'augmentation prévue de l'utilisation des produits pétroliers et de l'épuisement relatif de leurs propres gisements, auront besoin d'importer dans dix ans au moins 30 % de leur consommation.





A partir de cet état de fait, les choses deviennent simples. Le golfe Persique est le centre d'une compétition mondiale qui n'a pas la virulence publique de celle connue dans certains « points chauds », mais est tout aussi féroce. Le mètre carré vaut si cher que les conflits entre voisins arabes au sujet des frontières deviennent monnaie courante. L'Irak notamment, qui a la forme d'une outre renversée, tente désespérément d'élargir son goulot sur le golfe Persique : hier, ses troupes luttaient contre l'Iran ; aujourd'hui, elles ont envahi une partie du territoire du Koweit. Tous ces champions de la lutte anti-israélienne, qui contestèrent le droit de l'Etat juif d'exiger la « mer libre » dans le golfe d'Akaba, veillent jalousement à ce que le golfe Persique ne puisse pas être fermé par l'un d'entre eux. Et la Fédération des Emirats fait confiance aux navires et aux conseillers de Sa Très Gracieuse Majesté britannique pour qu'il en soit ainsi.

C'est que le pétrole est là. Le prix du pétrole a doublé ces deux ans, grâce notamment à l'efficace action de l'association des pays producteurs, l'Opep, dans laquelle l'Iran joue un grand rôle. Téhéran, qui ne se sent pas lié par les obligations de la solidarité arabe et dispose d'un régime solidement établi — même s'il ne ressemble pas à l'image bêtifiante qu'en donne, au travers des amours du Shah, la presse du cœur — a su faire fonctionner une solidarité plus efficace : celle du coffre-fort. Payé en dollars, le pétrole est une source de si fabuleux profits que certains Etats, comme le Koweit, ne savent plus très bien quoi en faire. Certes, les oppositions, lorsqu'elles existent, donnent des idées de dépenses. Aucune n'est assez folle pour, dans l'immédiat, épuiser des réserves inlassablement remplacées et grossies.

La crise du dollar a donc été vivement ressentie autour du golfe Persique et les gouvernements, qui ont bien compris les mécanismes du capitalisme international, ont réagi. D'une part, ils ont participé activement à la spéculation, lançant sur le marché financier européen une partie de leurs devises. D'autre part, ils revendiquent une revalorisation du prix du baril, afin de rattraper ce que la dévaluation — 9,5 % dit-on à l'Opep — de la monnaie américaine leur a fait perdre. Mais ils ne se contentent pas de cela. Ils suggèrent maintenant d'investir cet argent qui dort dans des équipements



qui pourraient — pourquoi pas ? — être justement installés sur le territoire des pays consommateurs.

Et puis, ils ont un autre souci : le pétrole n'est pas inépuisable. Malgré de fabuleuses réserves, un jour viendra... Alors, on commence à réduire la production, à la fois pour maintenir les prix, pour faire pression sur les acheteurs et pour préserver l'avenir. Un avenir radieux au cours des prochaines décennies, puisque les estimations, selon que les estimateurs sont optimistes ou pessimistes, prévoient une augmentation de la consommation mondiale d'énergie de 6 à 8 d'ici à l'an 2000.

Le jeu de l'U.r.s.s.

Qui peut sérieusement reprocher aux détenteurs du pétrole de préserver ainsi leurs intérêts ? Pendant un demi-siècle, leurs pays ont été livrés à l'exploitation des puissances colonialistes qui se partageaient le monde. Classe populaire et classe dirigeante n'étaient guère mieux traitées par l'occupant. L'heure de la revanche a sonné. On peut penser que, dans la plupart des cas, elle sonne avec modération, les classes dirigeantes ayant souvent très vite compris que les bonnes affaires sont difficilement compatibles avec les excès en tout genre. Aussi ne badine-t-on pas avec les révolutionnaires qui osent discuter de l'utilisation, par les régimes en place, des bénéfices pétroliers.

Et c'est là que finalement, malgré leur indépendance fraîchement acquise, malgré la capacité de chantage qu'ils ont sur les pays consommateurs, malgré l'amabilité avec laquelle les interlocuteurs occidentaux discutent avec eux, les gouvernements et les oppositions dans les pays du golfe Persique sont aussi des instruments utilisables par les grandes puissances. Il suffit de réfléchir à quelques faits, énumérés en vrac, pour mieux le comprendre. A-t-on bien vu, par exemple, que la hausse du prix du pétrole est pain bénit pour les grandes compagnies américaines qui pourront trouver dans cette hausse les moyens de financement de la mise en exploitation de réserves américaines actuellement trop coûteuses, compte tenu des tarifs à la vente. A-t-on bien compris que le gaz naturel peut remplacer pour une part non négligeable le pétrole comme producteur d'énergie, que l'U.r.s.s. possède 40 % des réserves mondiales dudit gaz, qu'elle discute avec les Etats-Unis d'un accord de longue durée à ce sujet et que, par conséquent, elle n'a pas d'intérêt direct à ce que le pétrole du golfe Persique assure la relève d'une production américaine défaillante ? Sait-on que chaque augmentation du prix du pétrole brut apporte une petite lueur d'espoir aux pays possesseurs de réserves de charbon, source d'énergie progressivement abandonnée depuis vingt ans parce que trop coûteuse à l'extraction et à l'utilisation ?

Au niveau d'une décennie, tout cela n'est pas très préoccupant. A plus long terme — et les années passent vite — ça le devient. On le sait autour du golfe Persique, ce qui explique pourquoi certains pays producteurs avaient déjà des idées qui ressemblent furieusement à la recherche d'une retraite bien méritée après un siècle de bons et loyaux services. Et c'est pourquoi les problèmes « sacrés » ne résistent guère lorsque l'essentiel est mis en cause. Le Koweit, qui mit si généreusement ses moyens financiers à la disposition des adversaires directs d'Israël, ne vient-il pas d'affirmer que l'agression irakienne l'amenait à arrêter son concours ? Car, de plus en plus, les Etats du golfe Persique, petits ou grands, sont d'abord des concurrents.

CLAUDE FUZIER

Recherchons homme pour travail ronéo, fichier, etc. S'adresser à Jean Roger, 12, Cité Malesherbes, Paris (9e).

Il y a quelque chose de pourri...

De notre envoyé spécial

Iv Boun n'a pas dix ans, mais il est enrôlé — volontaire — dans l'Armée gouvernementale cambodgienne. Il astique les cuivres et cire les godasses de son officier, lui sert ses repas, mais il manipule aussi son M16 et se ceint volontiers la vareuse d'une double rangée de cartouches. Officiellement, sur les listes d'effectifs de la section, Iv Boun est... marié et père de quatre enfants. Sa solde, et les primes de 500 riels (10 F) par femme et par enfant déclaré, vont gonfler les poches ou les comptes en banque de ses supérieurs, selon une savante gradation dans la répartition. Son lieutenant lui fournit parfois de quoi aller se distraire dans la capitale, à 40 kilomètres de son cantonnement, situé en retrait de la R.n.1 (Phnom-Penh-Saigon), sur le bord du Mékong.

Kissinger et les bombardements

Aux heures chaudes, les trois quarts de la section — quelque 120 gamins dont l'âge moyen, gradés compris, oscille autour de 15 ans — sans compter une trentaine de femmes pourvues d'enfants en bas âge — vont se plonger dans les eaux boueuses du fleuve. Pour se détendre, on tire de temps en temps des obus dans l'eau, en direction de l'ennemi « nord-vietnamien-vietcong-khmer rouge » qui est censé tenir l'autre rive, mais ne riposte pas. Le campement — des gourbis de bambous et de branchages — s'étire sur près d'un kilomètre, entre les cocotiers, parmi les restes calcinés de cabanes atteintes par les tirs de roquette au cours des durs combats de l'avant-veille. Le long de la route, sur dix kilomètres dans les deux sens, il n'y a personne, à part des soldats et des centaines de bœufs qui errent dans la campagne et que les paysans, regroupés à vingt kilomètres de Phnom-Penh, s'approprient quand ils le peuvent.

A partir de huit heures du soir, les dernières portions de riz gluant et de poisson avalées, les sentinelles se mettent en poste le long du Mékong et le camp se replie sur lui-même. Le chef de section est retourné pour la nuit à Phnom-Penh. Il s'agit d'attendre l'aube, dans le crissement des cigales et la fraîcheur de l'air. On entretient des feux de camp, on s'abstient de tirer. Que l'ennemi passe au large s'il le veut. Pourtant, deux jours plus tôt, on s'étripait ferme dans la région. Mais, avec l'appui d'une unité de blindés et de quelques T-28, les valeureux soldats de la République ont dégagé la route jusqu'au bac de Neak Luong, à 60 km de Phnom-Penh — jusqu'au prochain coup de main de l'ennemi. Celui-ci frappera, du reste, une semaine plus tard, en détruisant trois bateaux d'un convoi de douze unités « alliées » — sud-coréennes, philippines, thaïlandaises, etc. — qui remontaient le Mékong pour apporter dans la capitale du riz, du pétrole et des munitions.



Répression d'une manifestation d'étudiants le 18 mars dernier à Phnom-Penh.

Ainsi se fait la guerre autour de Phnom-Penh, dans un rayon de 15 à 30 km. D'âpres engagements, suivis de décrochages rapides de « l'autre côté », chez cet adversaire quasiment insaisissable mais qui frappe où et quand il veut, avec une espèce de complicité tacite des « gouvernementaux », dont le rôle fondamental n'est pas de se faire tuer bêtement mais d'être là, de vivre sans trop s'en faire et d'attendre des jours meilleurs. Parfaite illustration du pourrissement d'une guerre qui se poursuit au Cambodge, notamment par une intense campagne américaine de bombardements — dont Henry Kissinger vient d'affirmer froidement qu'ils n'étaient pas interdits par les accords de Paris... donc que les combats dureraient encore un mois au moins.

Combien sont-ils, ces soldats d'opérette tragi-comique, que la guerre a tirés brusquement, voici trois ans, des rizières, des lycées ou des ruelles de la capitale cambodgienne ? 180 000 ? 250 000 ? L'état-major ne sait pas très bien, ne tient pas à savoir. Certains généraux qui n'ont jamais quitté Phnom-Penh n'ont-ils pas protesté quand d'autres ont voulu imposer un recensement des effectifs ? Moins de 40 000 hommes, en tout cas, relèvent des forces d'intervention. Gonfler les effectifs, c'est empocher les soldes et obtenir de la généreuse Amérique des fournitures plus abondantes, dont le détournement est source de juteux profits.

Les ouvriers, puis les étudiants

La mobilisation s'était faite dans l'enthousiasme, dans l'impréparation la plus totale et massivement, ce qui autorisait tous les trafics. Mais aujourd'hui l'enthousiasme, très vite retombé, cède le pas au désenchantement ; le dé-



« Combattants » de l'armée régulière.

senchantement, à la colère. Passe encore que les supérieurs s'approprient la solde des morts et des mutilés. Mais celle des vivants, des combattants ? Passe encore que les armes disparaissent. Mais qu'on les retrouve entre les mains de gens d'en face ? Les colonels corrompus du régime ne sont-ils pas les meilleurs fournisseurs du maquis ? Il ne s'écoule guère de jour où la presse khmère ne rapporte de nouveaux scandales. Les rixes, voire les émeutes, se multiplient.

Les soldats dont la solde est « retenue » depuis plusieurs mois refusent de retourner au front : cela se traduit par des fusillades en pleine ville, à Phnom-Penh comme en province, avec la police militaire ; par des pillages des marchés, à Battambang, à Preyveng, à Kompong Cham, à Phnom-Penh. Certains officiers supérieurs participant au « baroud » parlent ouvertement aujourd'hui de monter sur Phnom-Penh pour régler son compte à la « clique des corrompus » qui s'engraisse dans la capitale, à commencer par l'« homme fort » du régime, le propre « petit frère » du maréchal Lon Nol : le général Lon Non — capitaine de gendarmerie sous Sihanouk — qui tenait jusqu'à mercredi l'Intérieur, la police, les gradés de Phnom-Penh et tout ce que le régime compte de profiteurs de haut vol. Si Lon Non a dû démissionner, tout comme le ministre des Finances, si l'Assemblée a proclamé l'Etat « en danger », les prétendants au « putschisme » semblent encore trop isolés, trop timorés, trop surveillés aussi, pour que leur menace apparaisse sérieuse, du moins à moyen terme.

Plus grave encore est le mécontentement des civils devant la hausse constante et spectaculaire des prix. Des grèves « dures » — avec occupation des ateliers et séquestration de cadres — ont eu lieu, pendant tout le mois de février, à Phnom-Penh parmi les ouvriers des industries d'alimentation et de transformation — les seules qui existent au Cambodge. Ce fut ensuite le tour des fonctionnaires, puis des enseignants et des étudiants. Le Premier ministre Hang Thun-hak s'efforce de colmater les brèches, porte le salaire minimum garanti à 3 500 riels par mois (70 F environ), distribue des primes, fait mine de lutter contre la corruption : quelques malheureux sous-fifres sont inquiétés, mais quel général le serait quand c'était à Lon Non lui-même qu'il appartenait, entre autres fonctions, d'« éliminer la corruption » ? Le gouvernement fait aussi vérifier les stocks des commerçants et les prix qu'ils affichent (excellente occasion d'augmenter les prébendes), et finit par abaisser de 15 % le prix de l'essence, porté d'un coup de 16 à 28 riels le litre !

C'est, au demeurant, cette augmentation des produits pétroliers qui est à l'origine de la hausse actuelle du coût de la vie, dans cette République où toutes les villes sont des poches isolées, tributaires des transports pour leur alimentation et l'obtention des produits de première nécessité. Le Cambodge, en effet, qui exportait quelque 300 000 tonnes de riz par an avant guerre, a dû en importer plus de 100 000 tonnes en un an. Le régime contrôle moins de la moitié de la récolte dans la province de Battambang, le « grenier à riz » du pays, au nord-ouest. Le reste passe aux maquis, ou en Thaïlande...

Tout cela se traduit par des explosions de colère de plus en plus meurtrières. Ainsi, le 11 mars, quelque 300 professeurs et étudiants qui manifestaient contre la hausse des prix se sont heurtés à la police militaire à Kampot, au sud-est de Phnom-Penh. La fusillade qui a suivi a duré toute la matinée autour du marché central. Elle aurait fait dix morts et une quarantaine de blessés parmi les manifestants — les pertes parmi les forces de l'ordre n'étant pas connues...

Il y aura d'autres désordres, d'autres actes de répression. La République s'étrécit — moins de 15 % du territoire, un tiers environ de la population totale — et s'asphyxie progressivement. Nulle part ailleurs cela n'est perceptible mieux qu'à Phnom-Penh, jadis proprette préfecture, aujourd'hui centre de regroupement engorgé — la population a triplé depuis le début de la guerre — livré aux militaires, aux barbelés, aux sacs de sable, à la débauche des uniformes et des hommes. Une agglomération monstrueuse pour un aussi petit pays, et qui est régulièrement plongée dans le noir, les pannes de courant se succédant à intervalles de plus en plus brefs et pour des durées croissantes.

On n'y meurt pas de faim, certes, et, les Américains aidant, on tiendra encore longtemps. Mais viendra bien un jour où il faudra se mettre à l'heure du reste de l'Indochine. Il n'est pas dit que le règlement, si règlement il doit y avoir, soit négocié et pacifique, comme pourrait le souhaiter Washington. Un grand coup de balai, en tout cas, sera nécessaire. Les dirigeants actuels le savent : ils ont aménagé leurs arrières.

JEAN-CLAUDE RIEU

Allende change de vitesse



Le général Carlos Prats.



Les troupes de choc du Front national.

De notre correspondante,

A l'issue de la présentation du nouveau cabinet, le 26 mars, un journaliste étranger confiait à un collègue chilien : « Vous ne cessez de nous étonner. Le Chili est le seul pays du continent américain où les militaires entrent sans histoires au gouvernement et en sortent de la même manière ».

Effectivement, depuis le début de novembre 1972, des généraux appartenant aux forces armées occupaient trois ministères, dont celui de l'Intérieur, dans le cabinet de Salvador Allende. Ils y avaient été appelés, dans des circonstances dramatiques, au moment où le mouvement séditieux d'octobre avait amené le Chili au bord de la guerre civile. Ils devaient le quitter, mission accomplie, après les élections du 4 mars. Le général Prats, ministre de l'Intérieur, a démontré que la confiance de l'Unité populaire n'était pas injustifiée. Quarante-huit heures après son entrée au gouvernement, l'ordre était rétabli dans le pays. Ensuite, pendant cinq mois, il a maintenu le Chili dans un climat de calme et de justice que même le très réactionnaire « Mercurio » reconnaissait dans son éditorial du 27 mars : « Les milieux politiques ont trouvé chez les militaires une ligne de conduite sévère, mais à la fois flexible et prudente. Les militaires ont su se placer au-dessus des intérêts qu'ils rencontraient, même si leur attitude n'a pas toujours été comprise par tous. Cette expérience étant parvenue à sa fin, on peut apprécier à quel point les institutions militaires ont su maintenir une ligne de conduite indépendante au milieu de l'intense lutte civique qui bouleverse le pays et sont parvenues à accomplir avec un extraordinaire sacrifice patriotique la mission qui les a amenées à assumer des responsabilités politiques ».

Jusqu'à ces derniers jours, constatant avec quelle passion le général Prats tenait en mains les rênes du pouvoir, bien des gens se demandaient si son « contrat » prendrait fin effectivement après les élections de mars. Aussi est-ce avec une grande curiosité que l'on attendait le remaniement ministériel annoncé par Allende : « Le cycle commencé en octobre a culminé politiquement le 4 mars », déclare le président avant de présenter le nouveau cabinet. Les trois ministres militaires cèdent la place de bonne grâce à leurs successeurs et recueillent remerciements et applaudissements unanimes.

Le «contrat» de Prats

Le nouveau cabinet n'apporte pas de surprises, les portefeuilles y sont équitablement répartis entre les partis de l'Unité populaire : 4 socialistes, 3 communistes, 3 radicaux, 1 Mapu (parti issu de la Démocratie chrétienne), 1 Api (indépendants de l'Unité populaire), 1 IC (gauche chrétienne, ralliée à l'U.p. en 1971) et 2 indépendants de gauche. Le nouveau ministre de l'Intérieur, Gerardo Espinoza, socialiste, est professeur de sciences sociales. Deux techniciens sont désignés pour l'Agriculture et les Mines. Huit ministres sur quinze conservent leurs portefeuilles.

Allende a défini dans les grandes lignes ce qu'il attend de sa nouvelle équipe gouvernementale : vaincre les sérieuses difficultés économiques, freiner l'inflation, combattre durement la spéculation et le marché noir, faire comprendre à la grande masse des travailleurs que « la discipline et la responsabilité sont absolument indispensables à la poursuite de la voie révolutionnaire.

Il fait appel ensuite aux « compagnons dirigeants des partis populaires pour qu'ils imposent une discipline verticale et éliminent le spontanéisme de certains secteurs. » Ceci vise les actions plus ou moins violentes et généralement illégales de l'extrême gauche, qui mettent le gouvernement dans une position difficile face à la réaction, toujours à l'affût.

Enfin — et ceci était assez inattendu — Allende s'adresse aux « secteurs démocratiques de l'opposition », leur demandant d'être plus souples et d'accepter les changements que le pays réclame et qui sont nécessaires : « L'opposition et les partis gouvernementaux doivent se placer au-dessus de leurs affaires personnelles et de leurs divergeances pour que le peuple, pleinement informé, puisse décider en conscience de son propre futur... L'opposition et les partis du gouvernement doivent comprendre que le président de la République utilisera tous les moyens pour éviter la violence et, quel que soit le secteur auquel ils appartiennent, ceux qui prétendraient la déchaîner trouveront dans la décision de l'exécutif la barrière qui empêchera ce pays d'en arriver à un affrontement. Je l'ai dit et je le répète avec une responsabilité supérieure : tant que j'occuperai cette charge, je l'éviterai, l'empêcherai. En cela, je défends le Chili et le processus révolutionnaire que nous vivons. Aucun pays jusqu'à présent n'est parvenu, par les voies que nous nous sommes proposées, à organiser une nouvelle société. Et nous, nous sommes en train de le faire, malgré les difficultés qui, avec une telle fréquence, surgissent sous nos pas. »

JACQUELINE SORRET

De l'entrecôte en or massif (suite)

Cauchemar bête et méchant pour P.d.g. angoissé : une société de consommateurs qui refusent de consommer. Science-fiction qui aurait bien dû le rester, de l'avis de Richard Nixon lui-même.

La ménagère américaine, exaspérée de voir grimper d'une semaine à l'autre le prix de la viande de bœuf, de porc et de veau (5,4 % d'augmentation pour février), a décidé de supprimer, huit jours durant, le bifteck de son menu.

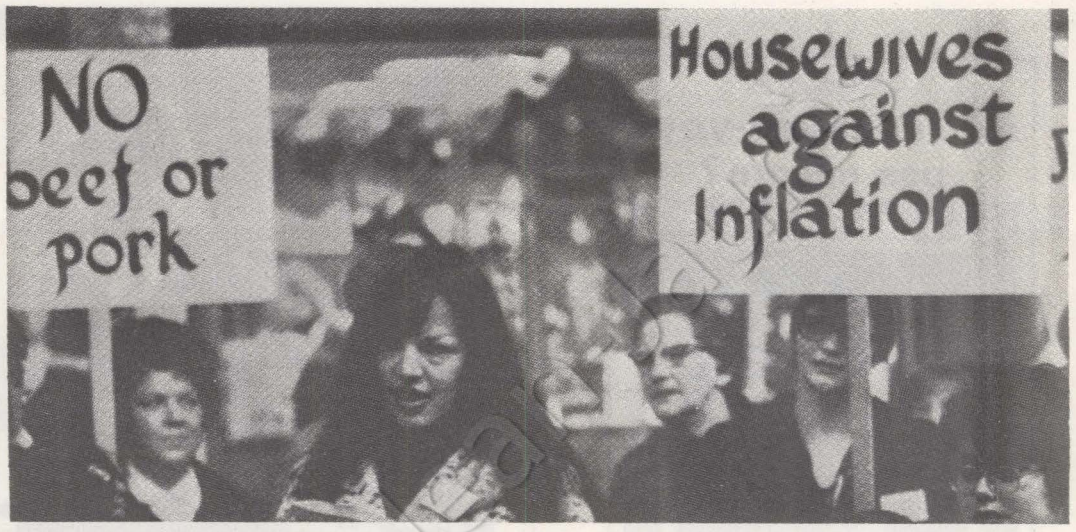
Un comité de lutte contre l'inflation Fit (fight inflation together) s'organise à Los Angeles en février et s'étend rapidement à 46 Etats. Un choix de menus sans viande est imprimé sous forme de tracts et distribué à la porte des supermarchés. C'est à celui qui inventera une nouvelle recette pour accommoder œufs ou volailles.

La presse dévoile tous les avantages du régime végétarien. Des cantines et restaurants de collectivités emboîtent le pas au mouvement revendicatif. Résultat : les poissonneries et les boucheries chevalines sont prises d'assaut. Aux U.s.a., la viande de cheval, dédaignée, sert souvent à nourrir des chats et des chiens. Ce qui explique son prix très modeste.

La consommation de viande baisse rapidement — de 20 % dans certains Etats. Les premiers à faire les frais de l'opération : les abattoirs et les supermarchés, obligés de renvoyer du personnel, faute de clients.

Les producteurs grondent

Richard Nixon avait espéré calmer la colère des ménagères en fixant un prix-plafond pour le bœuf, le porc et le mouton. Mais, pour ne pas mécontenter les paysans, il a choisi des prix « forts ». C'est pour répondre à cette mesure que les Américains achètent du poisson. Les Syndicats n'ont pas apprécié non plus. Alors que le renouvellement des conventions collectives est à l'ordre du jour, ils réclament un blocage des prix, des loyers, des taux d'intérêt. Mais surtout menacent de ne pas se satisfaire des 5,5 % d'augmentation prévus pour les salaires. Les ménagères, elles, annoncent une marche sur Washington. Quant aux paysans, ils menacent de ne plus approvisionner le marché tant que les prix ne seront pas débloqués.



Manifestantes contre l'inflation aux Etats-Unis.

Les consommateurs américains entrent ainsi en lutte. Exemple tentant qui avait déjà eu quelques précédents dans d'autres pays. Les Japonais, par exemple, ont boycotté très fermement pendant quatre mois les postes de télévision en couleur vendus plus chers au Japon qu'à l'exportation. Ils ont obtenu gain de cause.

En Europe, les manifestations de consommateurs restent sporadiques. La Fédération romande des consommateurs suisses réussissait, il y a deux ans, une campagne contre la hausse éhontée du prix du beurre.

Et la France ? Quelques rares tentatives pour empêcher la hausse du prix de l'essence ou des pommes de terre ont échoué très rapidement.

Rien d'étonnant. Nos organisations de consommateurs sont peu anciennes, divisées, encore faibles.

Et puis la loi est bien faite. Si un tel boycott avait lieu ici, il est fort probable que l'article 1382 du Code civil viendrait à l'aide des organisations de la boucherie : quiconque cause un préjudice à autrui devra le réparer. Et le préjudice causé aux ménagères françaises qui voient chaque mois baisser leur pouvoir d'achat ?

Le jour où les consommateurs se rendront compte de la force qu'ils peuvent avoir en se groupant, ils pourront, malgré la loi, ébranler tout un système. Cela vaudrait, en tout cas, la peine d'essayer....

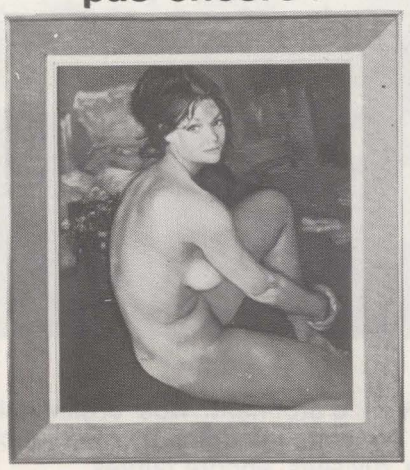
C.C.



Dessin tiré du Denver Post.

Ah! le beau P.d.g.!

Peut-être
ne le savez-vous pas encore ?



BRENOT *Sophie*
mais, de
RENOMMÉE MONDIALE
LES REPRODUCTIONS a.e.t.
des
plus beaux tableaux du monde
vous permettront d'accrocher
CHEZ VOUS
DES PIÈCES DE MUSÉE
Exécutées sur toile de lin, montées sur châssis, parachevées au pinceau par des spécialistes qualifiés, dûment estampillées, assorties de cadres élégants, elles sont d'une fidélité confondante
AUX ŒUVRES ORIGINALES ELLES-MÊMES
et forcent l'admiration
envoi de notre luxueux album couleurs n° 98 D contre 3 F en timbres-poste.
Facilités de paiement directes (5 mois) ou CETELEM (6 à 21 mois)
a.e.t. BOIS - FRESQUES TAPISSERIES
arts lettres et techniques
61, rue de Vaugirard, Paris 6e
tél. 648-21-18 et 222-71-97
Métro : Saint-Placide ou Rennes
Galerie ouverte sans interruption de 9 h 30 à 19 h

BON A DÉCOUPER OU A REPRODUIRE
Je désire recevoir votre album 98 D sans engagement de ma part.
NOM (en majuscules) .....
ADRESSE .....
VILLE ..... Dpt .....
PROFESSION ..... SIGNATURE
DATE .....



Jean-Paul Belmondo dans « L'héritier ».

Il est à craindre que l'Onisep, qui oriente professionnellement les jeunes Français à la sortie de l'enseignement secondaire, ne fasse pas bien son travail. On trouve rarement, dans sa revue « Avenirs », de numéros spéciaux consacrés à la profession de P.d.g. Quelles belles carrières en perspective, pourtant ! A condition de ne pas vieillir dans les costumes rayés et le velours rouge des antiques maîtres de forges, qui ne font pas — à moins qu'on ait le génie de Visconti — des personnages de cinéma très présentables. Mais parlez-moi des jeunes patrons dynamiques !

On a le physique de Belmondo, on s'habille sport, on réunit son conseil d'administration dans un wagon spécial histoire de gagner du temps, on rend à la volée leur gifles aux femmes lorsqu'elles sont vos subordonnées, on arpente le gazon des stades, on offre des roses par paquets de cinquante corbeilles... Surtout, surtout, on est social : on associe les ouvriers « aux fruits de l'expansion » et même on fait un footing dans l'usine pour prêter une oreille sympa à leurs doléances.

Donc, ça existe

Bref, c'est beau, un patron moderne. Si beau que, 1 h 50 durant, le réalisateur de « L'héritier », Philippe Labro, ne cesse de s'en émerveiller. Et si vous lui dites que ça n'existe pas chez nous, un P.d.g. comme ça, Labro vous clignera de l'œil : le sien dirige, entre autres, un hebdomadaire du lundi et ses héros lisent le livre de Françoise Giroud... — vous voyez ce qu'on veut vous dire ? Donc, ça existe bien. De même pour les autres personnages : la preuve de leur réalité, c'est qu'ils ressemblent à leurs clichés. Arrive sur l'écran un gaillard en gabardine claire et vous vous dites : « Tiens ! Un grand reporter... » Et, justement, c'est un grand reporter. Arrive une fille qui a l'air d'une call-girl, et vous vous dites... Etc.

Tout cela est bien dommage. Parce que Labro possède un réel sens du récit cinématographique. A l'évidence, il a beaucoup regardé de films — surtout américains, et il pourrait après tout choisir de pires modèles. Mais on aimerait tellement qu'il les mette au service d'autre chose que de petites roueries et d'énormes naïvetés... Son magnat de l'industrie n'est qu'un pâle Mattei. Les jouets du P.d.g. Belmondo ne donnent qu'un écho très affaibli du « Rose bud » du citizen Kane. Et Labro n'est, jusqu'à présent du moins, qu'un Orson en peluche.

SERGE RICHARD

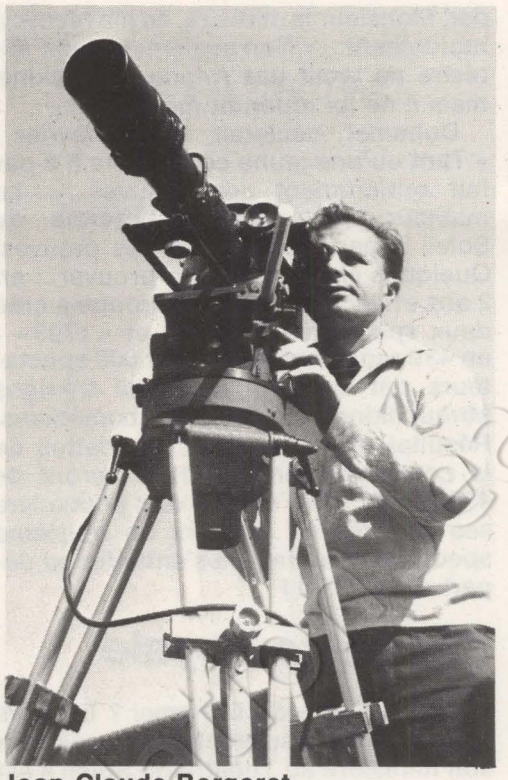
20.000 lieux sur la terre

Observer les groupes sociaux, les faire parler et même agir semble être depuis toujours la passion de Jean-Claude Bergeret, des premières enquêtes dans le quartier de sa jeunesse à Levallois-Perret à cette nouvelle série de A la découverte des Français. Il a pu constater le rôle de « révélateur » que pouvait jouer la caméra pour ces communautés, leur permettant d'exposer leurs situations, leurs problèmes et de s'attacher à les résoudre en prenant conscience de leur unité et de leur force.

Rester paysan ?

La naissance de A la découverte des Français remonte à 1956. Son ambition était alors de rendre compte de la vie quotidienne des groupes sociaux à travers la France. De 1956 à 1960, 12 émissions seront tournées par Bergeret et le réalisateur Jacques Krier. Les pêcheurs du Roussillon, les mineurs du Nord, les résidents d'une cité de Palaiseau ou les paysans de Provence s'expriment enfin. C'est un immense succès qu'interrompt, en 1960, une télévision qui se veut alors de « divertissement ».

Et puis, en 1972, le projet de reprise de la série A la découverte des Français, déposé en 1969, est accepté par la direction de la 3e chaîne. Il s'agit de retrouver 10, 12 ou 15 ans après les communautés décrites alors, de mesurer leurs évolutions.



Jean-Claude Bergeret.

Des cinq émissions déjà tournées, on a pu voir, le 23 mars, « Le village en sursis » : Sainte-Croix-du-Verdun, dont la vie a été bouleversée par la construction d'un barrage E.d.f. ; aujourd'hui, les jeunes s'organisent pour résister à l'assaut des promoteurs immobiliers et pour prendre en main leur destin.

Ce vendredi, on verra « Le partage (la famille Bressacre) », chronique-reportage sur la ferme de Bon Repos, près de Bourg-en-Bresse, où demeure la famille Chatard. Des extraits du film tourné en 1959, d'abord : le père, la mère, les 6 enfants, 40 ans pour payer les dettes contractées pour acheter la ferme qui nourrissait huit personnes. 1972 : la famille est réunie exceptionnellement pour les 80 ans du père. Bien des choses ont changé. Des problèmes se sont posés à tous. Le plus important, celui du partage, n'a pas été résolu d'une façon satisfaisante pour tous. Seul Louis reste sur la propriété familiale. A chaque génération, la question de la terre se pose donc ; il faut rassembler assez d'hectares pour faire vivre sa famille, s'endetter encore. Les enfants resteront-ils, deviendront-ils ouvriers ou fonctionnaires ? Ce sont tous les problèmes de l'agriculture française qui sont ici posés.

L'avenir ? : les trois émissions de cette excellente série, déjà enregistrées, d'autres en préparation. Enfin un projet, qu'on aimerait voir aboutir : une étude sur les différentes formes d'expression communautaire à travers le monde, Israël, Suède, Chine, Algérie, etc., pour ainsi présenter le monde aux Français après leur avoir fait découvrir... les Français.

THIERRY DELPUECH

Télé-sélection

VENDREDI 6 AVRIL

« Le Partage » de Jean-Claude Bergeret : voir ci-dessus (21 h 36, ch. 3).

Au magazine Pour le cinéma : Polac, Ferreri, Truffaut, Dabadie et quelques autres (22 h 25, ch. 1).

DIMANCHE 8

Fritz Lang s'attaque à un des héros de l'Ouest : « Le retour de Frank James », avec Henry Fonda (14 h 15, ch. 2).

Déjà diffusée mercredi sur la 2e chaîne, la 1ère partie du « Pavillon des cancéreux » (20 h 40, ch. 3).

Bardot dans « La vérité », d'Henri-Georges Clouzot (20 h 45, ch. 1).

De Jacques Frémontier, « Le bateau de pêche ». Encore un documentaire sur l'épopée des marins-pêcheurs, ces « hommes rudes qui aiment tant leur métier » ? Non, mais un reportage sur ce prolétariat, les journées de travail de 12, 18 ou même 24 heures sur un bateau-usine... (21 h 05, ch. 2).

Une comédie d'Ernst Lubitsch, « Trouble in Paradise » (22 h 30, ch. 2).

LUNDI 9

« Sait-on jamais ? », avec Françoise Arnoul : quand Vadim avait failli avoir un style (20 h 15, ch. 3).

« Le loup des mers », d'après Jack London : après un naufrage, un riche écrivain, recueilli par un bateau armé pour la chasse aux phoques, subit les pires brimades... (20 h 35, ch. 1).

A Ouvrez les guillemets de Bernard Pivot : Arthur Rubinstein, un débat sur la Résistance, les livres policiers présentés par Jean-Pierre Melville, etc. (21 h 40, ch. 1).

Par Hubert Knapp et Jean-Claude Bringuier : « l'Amazonie ». Une épopée bien « naïve » de la route transamazonienne au Brésil. Sans Indiens. Sans régime fasciste à Brasilia. Et sans intérêts américains (22 h 30, ch. 2).

MARDI 10

Aux Dossiers de l'écran, « La bande à Bonnot » et un débat sur l'anarchisme (20 h., ch. 2).

Le « temps qui passe », dans l'émission scientifique Les grandes énigmes (21 h 35, ch. 1).

MERCREDI 11

« Isambart Kingdom Brunel », de Julius Martin : les chemins de fer et les grands « vapeurs » (19 h 45, ch. 3).

La 2e partie du « Pavillon des cancéreux » (20 h 30, ch. 2).

Au Grand Echiquier : Serge Reggiani, Caussimon, Ferrat, et... Claude Lévi-Strauss (20 h 35, ch. 1).

JEUDI 12

Dans l'émission sur l'art de Pierre Desfons et Adam Saulnier : Levy-Dhurmer, Dewasne, le Paris des surréalistes, (20 h 15, ch. 3).

Au Théâtre antique d'Orange, « Le Trouvère » de Verdi, avec Montserrat Caballe (20 h 35, ch. 1).

La politique pétrolière de l'Iran, au Magazine 52 (21 h 40, ch. 3).

Football : Juventus - Derby, en Coupe d'Europe (22 h 30, ch. 2).

Théâtre: Le temps du mépris

Dans un entretien accordé au « Monde » le 9 février dernier, Jacques Duhamel prétendait se fixer un triple but pour déterminer l'orientation du théâtre en France : « Conserver le patrimoine théâtral, étendre la diffusion, encourager la création ». Au moment où Duhamel quitte le gouvernement, on peut faire le bilan. Avec l'auréole du prestige et le goût de la poudre aux yeux, il a su faire semblant de remplir les deux premières clauses du contrat public auquel il s'était lié lui-même : côté conservation, Pierre Dux est un homme fourni : chapeautant à la fois la Comédie-Française, le Théâtre national de l'Odéon et le Jeune Théâtre national, il dispose d'un budget de près de 30 millions de francs actuels. Côté diffusion, le nouveau T.n.p. de Roger Planchon et de Patrice Chéreau est appelé à remédier à bien des carences en sillonnant la France. Mais où est l'encouragement à la création dont parlait Duhamel ? Il citait entre autres Ariane Mnouchkine comme preuve de l'effort ministériel. Ariane Mnouchkine ? Et bien parlons-en !

Le 15 mars 1973, Ariane Mnouchkine, au nom du Théâtre du Soleil, adressait au ministre une lettre qui, à peu près en ces termes, disait : « Parce que nous travaillons dans une situation d'usure humaine et de médiocrité inacceptables, parce que nous allons devoir cesser nos activités, je me permets de vous demander, Monsieur le ministre, de me recevoir rapidement... « Non seulement ledit ministre ne reçut pas Ariane Mnouckine, mais il ne lui répondit même pas...

Duhamel déclarait, le 9 février : « Tant qu'une jeune compagnie n'a pas fait entièrement ses preuves... » Le malheur, c'est que le Théâtre du Soleil a parfaitement fait ses preuves. Quelques chiffres pour le prouver : en 2 ans et demi d'activité, la troupe a créé deux spectacles, « 1789 » et « 1793 » ; en 439 représentations, 322 000 spectateurs ont applaudi le travail d'Ariane Mnouchkine et de ses comédiens. Résultat de ce succès : les dettes de la compagnie en juin 1973 seront de 450 000 F ; et si l'équipe veut poursuivre ses activités en montant un troisième spectacle, il lui faudra s'endetter au départ de 200 000 F.

Cassette royale

Où est l'aide de Duhamel ? En trois ans, le total des subventions versées par son ministère au Théâtre du Soleil s'est élevé à 1 110 000 F ; dans le même temps les recettes de la troupe étaient de 4 233 300 F. Autrement dit, l'argent du ministère n'a guère servi qu'à aménager les vieux hangars de la Cartoucherie ! Pour le reste, le Théâtre du Soleil est réduit à l'auto-financement et à la rentabilisation forcée de ses spectacles. Voilà l'exemple type de ce que M. Duhamel appelait et que ces successeurs appelleront « encourager la création ».

L'autre mardi, Ariane Mnouchkine a tenu une conférence de presse : « Ce n'est pas du chantage. Nous risquons malheureusement de disparaître, parce que je ne peux courir le risque d'un endettement qui va s'accélérant. Notre compagnie est composée de 48 personnes recevant un salaire mensuel de 1 500 F ; au total, sans compter les charges sociales, la masse salariale annuelle du Théâtre du Soleil est de 864 000 F, soit le double de la subvention que nous accorde le ministre en jurant que nous sommes des privilégiés ! ... Nous risquons de disparaître de même que d'autres risquent de ne pas naître ou de ne pas survivre. Pour recevoir l'aumône que nous fait un ministre, il faut avoir prouvé pendant neuf ans son aptitude à ne pas crever ! »

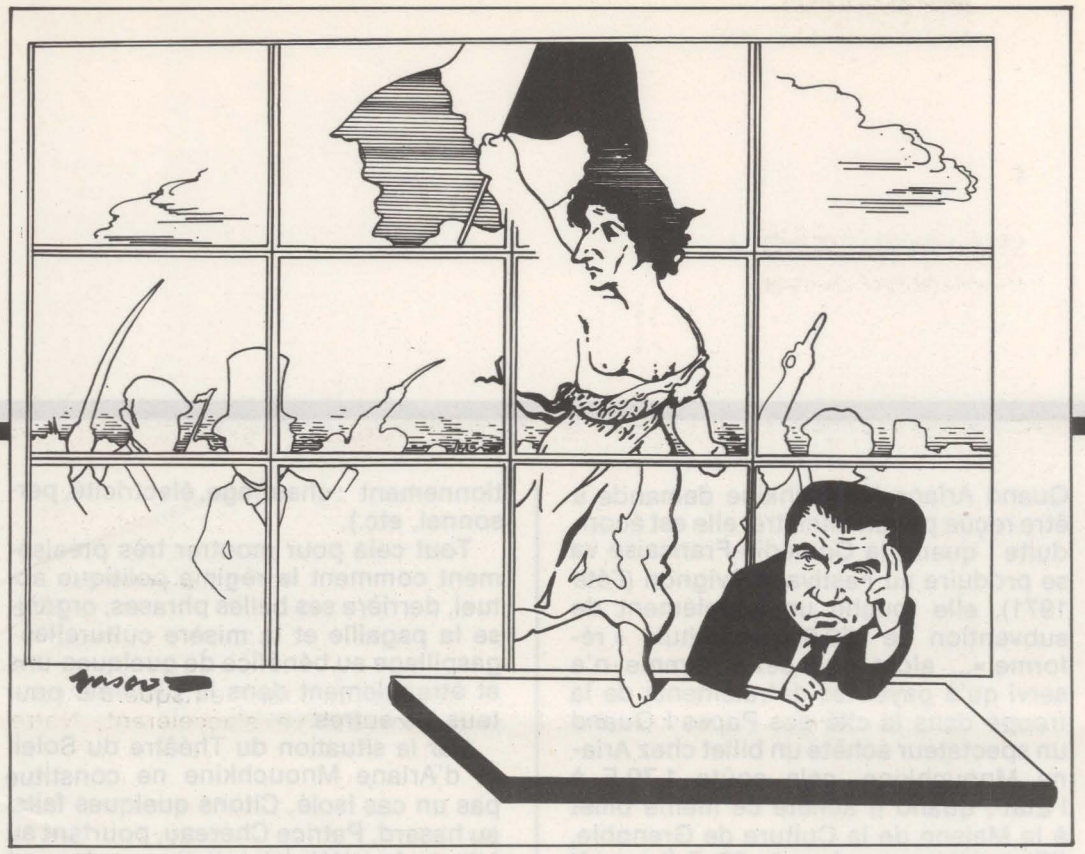
« Mais il y a pire, dit Ariane Mnouchkine. Non seulement nous sommes pauvres, mais encore nous ne savons pas sur quels critères sont attribuées les différentes subventions. S'agit-il de deniers publics ou d'une cassette royale ? S'il s'agit de deniers publics, pourquoi n'a-t-on pas accès aux chiffres ? Pourquoi ne sont-ils pas publiés ? Pourquoi le contribuable n'a-t-il pas le droit de savoir ce que l'on fait de son argent ? Pourquoi ne demanderait-il pas des comptes sur la répartition de l'enveloppe globale accordée aux théâtres ? J'ai



Ariane Mnouchkine et la troupe du Théâtre du Soleil.



Le Centre dramatique de Nevers en tournée



essayé de savoir. Il m'a été impossible d'être informée sur tout. Ce que je sais, ce que j'ai pu savoir, amène pourtant quelques questions. »

Nous avons nous aussi le droit de nous interroger ; nous l'avons déjà fait *(voir « l'Unité », n° 35 et 51)* et, grâce aux nouveaux éléments d'information apportés par le Théâtre du Soleil, nos questions peuvent se faire plus précises. Prenons les chiffres de subventions accordées aux Maisons de la Culture et aux Centres dramatiques pour l'année 1972. Les Centres dramatiques, d'abord : pourquoi 650 000 F à Angers et 1 800 000 à Saint-Etienne ? Pourquoi 1 000 000 F à Tourcoing et 1 500 000 à Marseille ? Pourquoi seulement 300 000 F pour Bernard Sobel à Gennevilliers et 150 000 pour Alain Rais à Valence ? De quel chapeau sont sortis les 500 000 F donnés à un membre de la famille du président de la République, nouvellement installé à Bourges ? Les Maisons de la Culture, maintenant : pourquoi 1 900 000 F à Nevers, mais 2 730 000 à Grenoble ? Etc.

Sait-on qu'en 1971 la Maison de la Culture de Grenoble a reçu moins de spectateurs qu'Ariane Mnouchkine à la Cartoucherie de Vincennes ? Notre propos, pas plus que celui de Mnouchkine, n'est pas de crier haro sur ceux que la manne ministérielle désaltère. On peut simplement demander : pourquoi ceux-là et pas les autres ? Ce contre quoi il faut s'élever, c'est le mépris pratiqué par le Pouvoir.

Le sublime de l'Opéra

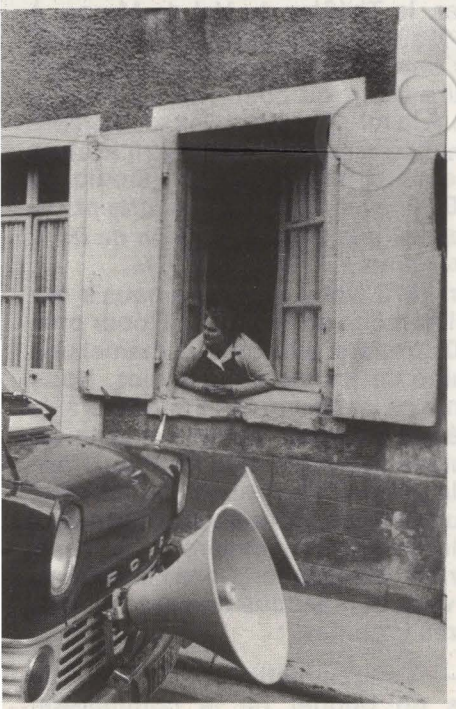
Quand le ministère des Affaires culturelles attribue 450 000 F à Ariane Mnouckine, il donne dans le même temps 1 650 000 F à l'Opéra-Comique — fermé — et 66 000 000 F à l'Opéra ! Le 12 octobre, Guy Sabatier, dans son rapport à l'Assemblée nationale sur le projet de loi des Finances pour l'année 1973, expliquait ainsi cette somme exorbitante accordée à l'Opéra : « Le sublime n'a pas de prix ! » Le public qui trouve « sublimes » les spectacles d'Ariane Mnouchkine est pourtant plus dense que le parterre élu de la place de l'Opéra !

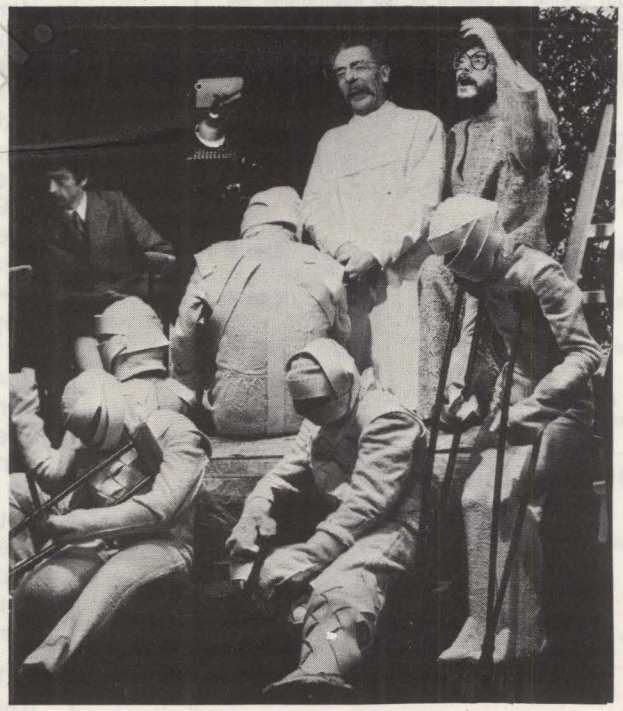
Outre ces disparités injurieuses, outre les mascarades qu'elles camouflent — avec 66 000 000 F, l'Opéra ne fonctionnera que six mois par an et sa troupe de chanteurs a été supprimée ! — la politique culturelle du Pouvoir recouvre des opérations encore plus innommables. C'est ainsi que le théâtre du Palais de Chaillot est fermé depuis bientôt deux ans sans que l'on sache de quelles subventions dispose son directeur, Jack Lang, pour « rénover l'architecture intérieure » ; on parle de 7 500 000 F, mais on ne sait pas très bien de quels fonds cet argent provient... Lang, dans sa thèse d'Université, écrivait : « Le goût du secret est le fait de tous les pouvoirs autoritaires ». Comment qualifier le silence qu'entretient ce même Lang autour de ses activités ? Il se trouve être au centre d'au moins deux événements bizarres.

Tout d'abord, il vient d'annoncer la création d'un Théâtre national des enfants, qui, d'ici au 15 juillet, ne présentera pas moins de 10 spectacles. Avec quel argent cet établissement a-t-il pu être mis sur pied ? Par ailleurs, il existait en France une bonne quinzaine de compagnies de théâtre pour enfants *(voir « l'Unité », n° 21)*, qui, bon an, mal an, avec 100 ou 200 000 F, faisaient accéder la jeunesse au théâtre. Pour ces compagnies, au contraire de Lang, il n'y a jamais eu d'argent ministériel.

Par ailleurs, il existait au ministère des Affaires culturelles une commission d'aide aux animateurs. Pour l'année 1973, cette commission disposait de 796 000 F à répartir entre quatre jeunes compagnies : le Théâtre du Soleil d'Ariane Mnouchkine, le Théâtre de l'Espérance de Jean-Pierre Vincent, le Théâtre de la Tempête de Jean-Marie Serreau et le Théâtre populaire de Lorraine de Jacques Kraemer. Cette somme a été retirée à la commission et est partie en direction de Lang !

Savez-vous aussi ce qu'est le Fic ? Il s'agit du Fonds d'intervention culturelle, alimenté par quatre ministères : les Affaires culturelles, la Jeunesse et les →





« La langue au chat » à Villeurbanne.



Théâtre: Le temps du mépris

→

Sports, l'Education nationale et l'Environnement. Cet organisme dispose de 10 millions de francs et est censé financer une quinzaine d'opérations par an. Lesquelles ? Sont-elles si peu nommables qu'on ne puisse les connaître ? Quelle est cette caisse noire qui fait étrangement penser à la « commode » de Foccart ?

Revenons aux difficultés et à la disparition probable du Théâtre du Soleil. Quand Ariane Mnouchkine touche 1 F de subvention, elle doit faire 4 F de recettes pour survivre ; quand l'Opéra touche 6 F de subvention, il n'est même pas obligé de faire 1 F de recettes. Quand Ariane Mnouchkine demande à être reçue par un ministre, elle est éconduite ; quand la Comédie-Française va se produire au Festival d'Avignon (l'été 1971), elle touche un supplément de subvention de 350 000 F intitulé « réforme »... alors que cette somme n'a servi qu'à payer les défraiements de la troupe dans la cité des Papes ! Quand un spectateur achète un billet chez Ariane Mnouchkine, cela coûte 1,70 F à l'Etat ; quand il achète ce même billet à la Maison de la Culture de Grenoble, l'Etat débourse plus de 35 F. (Le coût élevé de l'entretien d'une Maison de la Culture s'expliquant pour une grande partie par le poids des charges de fonctionnement : chauffage, électricité, personnel, etc.).

Tout cela pour montrer très précisément comment le régime politique actuel, derrière ses belles phrases, organise la pagaille et la misère culturelles : gaspillage au bénéfice de quelques-uns et étranglement dans la pauvreté pour tous les autres.

Car la situation du Théâtre du Soleil et d'Ariane Mnouchkine ne constitue pas un cas isolé. Citons quelques faits, au hasard. Patrice Chéreau, pourtant au fait de la célébrité artistique, n'en est pas moins toujours en train de rembourser ses dettes des années 1965-1968. Même situation pour Christian Dente, Jean-Pierre Dougnac, pour Alain Rais, animateur des spectacles de la Vallée du Rhône, pour Catherine Dasté à Sartrouville et Jacques Rosner dans le Nord, pour le Théâtre de la Salamandre au Havre, pour le Théâtre de la Satire à Vénissieux... On ne compte plus le nombre de spectacles avortés pour cause de manque de finances, de Jean-Marie Serreau à Gabriel Monnet. Pour le 25e anniversaire de son existence, la Comédie de Saint-Etienne, doyenne de la décentralisation théâtrale, fondée par le pionnier Jean Dasté, se retrouve avec un déficit de 500 000 F. Pendant toute la saison 72-73, il n'y aura pas eu de création au Théâtre de l'Ouest parisien de Boulogne-Billancourt et au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, *(voir « l'Unité n° 35)*. Au mois de février dernier, le Théâtre du Val-de-Marne, à Saint-Maur, a dû fermer ses portes, après une rude bagarre menée contre le maire U.d.r. du coin *(voir « l'Unité » n° 33)*. A la mi-décembre, les animateurs du Théâtre des Deux Portes n'avaient pas encore touché leurs modiques 400 000 F avec lesquels ils créent 18 spectacles par an *(voir le bilan de leurs activités dans « l'Unité » n° 51)*...

« En 1972, votre ministère nous a octroyé l'aumône de 2 500 000 F pour près de 100 dossiers, ont écrit à Duhamel une trentaine de jeunes compagnies. Nous dénonçons cette nouvelle atteinte à la liberté de création, ce nouvel acte de censure la plus sournoise, celle qui frappe à la caisse. Nous nous prononçons pour une autre politique qui nous garantisse les moyens financiers et la liberté d'exercer notre métier. Dans l'immédiat, nous vous demandons de prendre trois mesures urgentes :

1) — l'augmentation de 1 million de francs du budget de la commission

P. J. Oswald

BRETAGNE

☐ **PAOL KEINEG : le printemps des bonnets rouges**
« Un brûlot breton : un des plus rudes spectacles qui ait jamais été jeté à la face de la bourgeoisie française » Jean Montagnard (L'Unité).
Collection « Théâtre hors la France » **9.00 F**

☐ **PAOL KEINEG : : Chroniques et croquis des villages vérouillés**
Préface par Yves Rouquette (« Occitanie = Bretagne »). L'éclatante confirmation d'un très grand talent.
Collection « L'aube dissout les monstres » **12,00 F**

☐ **PAOL KEINEG : Hommes liges des talus en transes**
augmenté de « Le poème du pays qui a faim »
Collection « L'aube dissout les monstres » ..... **9,20 F**

☐ **KRISTIAN KEGINER : Un dépaysement**
Précédé de « Une poésie révolutionnaire bretonne existe » et préfacé par Paol Keineg, ce recueil révèle un poète breton à la voix parfaitement neuve.
Collection « J'exige la parole » **9,90 F**

☐ **PAOL YANN KERMARC'HEG : La galerne**
Un grand poème populaire contemporain qui draine la colère et les aspirations les plus profondes d'un peuple et d'une terre meurtris.
Collection « Jexige la parole » **9,90 F**

☐ **YANN-BER PIRIOU : Défense de cracher par terre et de parler breton**
une anthologie de la poésie bretonne moderne volontairement partisane.
Collection « J'exige la parole » **9,90 F**

OCCITANIE

Collection « Poésie d'Oc » en édition bilingue :

☐ **MARIE ROUANET : Occitanie 1970**
Anthologie précédée d'une étude sur la situation coloniale de l'Occitanie **9,90 F**

☐ **YVES ROUQUETTE : Rouergue, si**
Les trois œuvres poétiques les plus violentes de Rouquette. **9,90 F**

☐ **JEAN LARZAC : L'Etranger du dedans**
Un important choix des poèmes du directeur de « 4 Vertats ». **9,90 F**

Hors série :

☐ **ANDRE LAUDE : Occitanie - Premier cahier de revendications**
Un itinéraire poétique pour une libération ou comment un poète retrouve ses racines. **12,00 F**

BON DE COMMANDE : à retourner à
INFORMATION 2.000, 32, rue Le Peletier, 75009 PARIS
(pour toute commande de neufs livres, nous vous offrons le dixième ouvrage)

Veuillez m'envoyer par retour les ouvrages marqués d'une croix.

Vous trouverez ci-joint mon règlement de ..... Frs sous forme d'un chèque à l'ordre d'INFORMATION 2.000.

NOM .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
.....

d'aide aux animateurs par rapport au budget de 1972.

2) — une garantie pour les compagnies ayant fait leurs preuves (contrat de 3 ans, assimilable au contrat des Centres dramatiques).

3) — l'ouverture de négociations avec l'A.j.t. (Association pour le Jeune Théâtre) en vue de satisfaire les autres revendications des jeunes compagnies. »

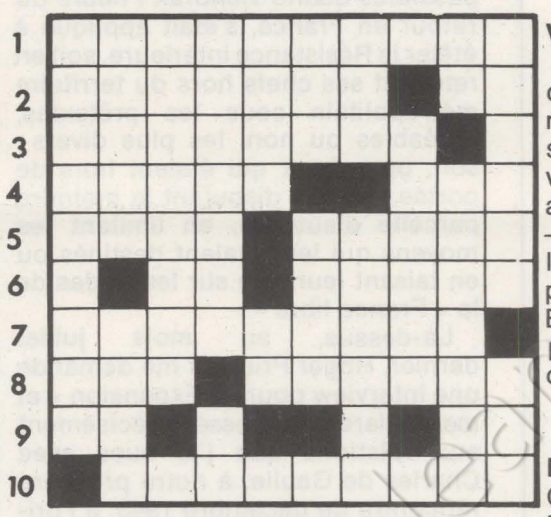
Duhamel n'a évidemment pas répondu. Il a même, nous venons de le voir, amputé le budget de la commission d'aide aux animateurs de 796 000 F !

De toute façon, ce n'est pas d'un homme qu'il s'agit surtout, mais bien d'une politique culturelle qui ne changera qu'avec la disparition de l'actuelle majorité.

Roger Planchon, dans sa pièce « La langue au chat », annonçait par dérision le rattachement du ministère des Affaires culturelles au ministère de l'Environnement. Va-t-on atteindre ces jours de tels sommets dans la tragi-comédie ?

JEAN MONTAGNARD

Mots croisés



PROBLEME N° 59

HORIZONTALEMENT :

1. Il travaillait comme un moine et mourut en amoureux ! — 2. Offensons. Mot d'enfant. — 3. Nous fit connaître son « petit ami ». — 4. Amoureux-type. Fils de Xuthos. — 5. Tentas. Permettait à nos ancêtres de ne pas manquer de mesure. — 6. En automne. Les choses de la vie ! — 7. Encore bien après. — 8. Celée. C'est la grande misère. — 9. Note. Canton de France. — 10. Cache quelque chose dans son jeu.

VERTICALEMENT :

1. Nécessitent de bons produits d'entretien. — 2. Mouvements d'humeur. Brille dans son domaine. — 3. Faisait courir les hommes. — 4. La vérité vraie ! Saint. — 5. Se paie la tête des autres. — Devant un homme d'Eglise. — 6. Fabrique de cadres dorés. Le meilleur jour du mois. — 7. Ils ne couleront pas ainsi. Hâvre de sérénité. — 8. Bâfreur. — 9. L'accusateur public. Pinnipèdes. — 10. Involontairement au-dessous de tout. Très naturelle.

SOLUTION DU PROBLEME N° 58

HORIZONTALEMENT : 1. Ministre. — 2. Ouest. Urée. — 3. Sorrente. — 4. Lattis. Ers. — 5. Evohé ! Tsé (-tsé). — 6. Tore. Lotis. — 7. Ouir. Aï. Nu. — 8. Neumes. DT. — 9. Sels. EOL (Léo). — 10. Et. Suons.

VERTICALEMENT : 1. Molletonné. — 2. IU. Avoué. — 3. Nestorius. — 4. Isothermes. — 5. Strié. Elu. — 6. RS. Lasso. — 7. Rue. Toi (et Moi de Paul Géraldy). — 8. Ernest. Dos. — 9. Etreinte. — 10. Sées. Su. LS (et laisse).

EN DIAGONALE : Mustélidés.

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F*	☐
normal d'un an à	*90 F*	☐
de soutien à	*100 F*	☐
de soutien à	*150 F*	☐
de soutien à	*200 F*	☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement
au C.C.P. ☐
Roland Florian Paris 14920-38

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'UNITE

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc (Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta (Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION

Serge Richard (rédacteur en chef), Claude Fuzier, Guy Perrimond, Nicolas Brimo, Michèle Backmann, Robert Butheau, Christine Cottin, Daniel Mitrani, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Christiane Peyre, Maurice Séveno, Pierre Thibault, Claude Vintoux, Antoine Violet.

SEC. DE REDACTION-MAQUETTES

Nicole Chaillot

AVEC LA COLLABORATION DE

Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Pierre Joxe, Pierre Lavau, Emile Loo, François Mitterrand, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddeï.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé.
Publicité : Régie Publicitaire, 2 rue du Cygne, Paris 1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10 rue Bleue, Paris 9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire).
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2000.

IMPRIMERIE D'HEBDO T.C.

Ma part de vérité

Comment s'en débarrasser

PAR FRANÇOIS MITTERRAND

MARDI 3 AVRIL

Une curieuse histoire. Pierre-Bloch, ancien commissaire adjoint à l'Intérieur du Comité français de Libération nationale, m'avait remis, en 1965, un document qu'il détenait depuis 1944 et dont il m'avait parlé à l'époque, document révélateur de l'état d'esprit qui régnait pendant la guerre dans certaines sphères de l'entourage du général de Gaulle. L'auteur en était Michel Charette (pseudonyme de Michel Caillau), chef du réseau M.R.P.G.D., et — je devais l'apprendre plus tard — neveu direct par sa mère du chef de la France libre. Michel Charette y rapportait, à la date du 1er février 1944, sous le titre « Essai de prise de conscience objective de l'opinion française » et « sans préjudice d'opinion personnelle », que la France attendait « présentement » du général de Gaulle qu'il éloignât des hommes comme Pierre Cot, Pierre Mendès France, Maurice Thorez (?) et « la mise au second plan de tous les Juifs, des francs-maçons comme des anciens généraux et des anciens politiciens de droite ou de gauche responsables de la défaite ». Parmi d'autres considérations du même style, Michel Charette observait que les Français avaient besoin d'une « main ferme », sans que cette force ait l'air (expression soulignée à la main) d'une dictature.

Trente ans ou presque ont passé depuis la rédaction de ce texte, dont l'authenticité n'est contestée par personne, et huit ans depuis que je le possède. A ma connaissance, il a été ignoré des historiens jusqu'au jour où le livre de Pierre-Bloch, « De Gaulle ou le temps des méprises », paru en 1969, lui a consacré quelques pages. Au cours du long combat qui, de 1947 à 1969, m'a opposé au général de Gaulle, je ne l'ai jamais utilisé, sinon pour en tirer certains enseignements dans ma façon de voir, de comprendre et d'écrire les événements vécus par ma génération. J'ai souvent été questionné par des historiens, des journalistes, des étudiants sur le comportement de Charles de Gaulle, sur sa formation maurassienne, sur ce que l'on appellerait aujourd'hui son environnement. Je ne leur ai pas révélé l'existence du document Charette, mais il est évident que ce que j'y avais découvert avait influencé mon jugement. Je garde, au demeurant, la conviction, déjà exprimée dans « Le coup d'Etat permanent » et « Ma part de vérité » (j'ai retrouvé la même analyse dans les Mémoires de Georges Bidault), que dès le début de son action, à Londres, puis à Alger, le général de Gaulle, pour assurer son pouvoir et éliminer les concurrences possibles quand viendrait l'heure du retour en France, s'était appliqué à étêter la Résistance intérieure, soit en retenant ses chefs hors du territoire métropolitain sous les prétextes, agréables ou non, les plus divers ; soit, pour ceux qui étaient hors de portée, en leur disputant la moindre parcelle d'autorité, en limitant les moyens qui leur étaient destinés ou en taisant leur rôle sur les ondes de la « France libre ».

Là-dessus, au mois juillet dernier, Roger Priouret me demande une interview pour « l'Expansion » et me déclare s'intéresser précisément aux relations que j'ai eues avec Charles de Gaulle, à notre première rencontre de décembre 1943, à l'origine de notre différend. En 1972, deux ans après la mort du général de Gaulle et si longtemps après les faits en cause, je cite enfin le rapport Charette et je ramasse oralement, pour Priouret, les deux phrases sur « l'éloignement de Pierre Cot, Pierre Mendès France, etc. » et la mise « au second plan de tous les Juifs, des francs-maçons, etc. » en une formule : Charette a recommandé au président du Comité de Libération de se « débarrasser » (politiquement) des Juifs et des francs-maçons. Se débarrasserer ! Voilà toute l'affaire, voilà le mot qu'il ne fallait pas prononcer. Se débarrasser n'a, semble-t-il, rien de commun avec « éloigner » ou « mettre au second plan ». Se débarrasser est de trop. C'est du moins ce que pense Michel Caillau, qui nous attaque en diffamation « l'Expansion », Priouret et moi, non sans ergoter sur la nature du document qu'il a signé de sa propre main sous le nom codé de Michel Chambre, et en prétendant que son « Essai de prise de conscience objective de l'opinion française » ne l'engage pas autrement.

Comme par hasard, la Justice précipite aussitôt le pas. Vite. Il faut que cela vienne en temps utile, c'est-à-dire pendant la campagne électorale. Que Mitterrand ait eu tort ou raison de croire qu'« éloigner », « mettre au second plan » et « débarrasser » avaient un petit air de parenté importe peu. L'essentiel est de créer la confusion dans l'esprit des électeurs. L'audience a lieu le 19 février. Le président du tribunal annonce qu'il veut en finir dans la journée. Mon avocat, Robert Badinter, enraye le mécanisme. Date nouvelle est prise pour le 2 avril. J'en sors. C'était hier.

Un détail : l'article L 6 du code électoral prévoit qu'une condamnation à plus de 3 000 francs d'amende entraîne la privation temporaire du droit de vote et d'élection. Michel Caillau demande 20 000 francs. Jugement sera rendu le 24 avril. Sous l'apparence d'un débat judiciaire, c'est un combat politique — un de plus ! — qui s'engage.

MERCREDI 4 AVRIL

De la séance inaugurale de la Ve législature, pas d'impressions particulières. Edgar Faure a eu l'idée saugrenue de mimer le message du président de la République, ton et gestes à l'appui. Je lis dans les journaux du matin que la presse a apprécié favorablement le procédé. Moi, il m'a surpris d'abord, agacé ensuite, puis très sérieusement ennuyé. Du mauvais théâtre par un orateur qui n'est bon que dans ses œuvres. A la télé, le soir, j'ai revu le spectacle. Le théâtre était devenu music-hall. Reste à savoir si Georges Pompidou lirait mieux un message d'Edgar Faure. Sera-ce pour la prochaine fois ? L'idée, je ne sais pourquoi, me distrait.

Quant au propos du chef de l'Etat, il n'avait qu'un attrait caudal : l'annonce d'une révision constitutionnelle sur la réduction de la durée du mandat présidentiel. A huit et neuf ans de distance, Georges Pompidou s'approprie le projet qui nous avait valu, à Gaston Defferre et à moi-même, les foudres du général de Gaulle. Comment ne pas l'approuver de bien vouloir nous approuver ? Les malins discernent dans cette initiative sa future candidature à l'élection de 1976. Il est vrai que 1981 représenterait pour lui un bail de dix-neuf ans aux plus hautes responsabilités, si l'on se souvient qu'il a été appelé aux affaires en 1962. Autant que Louis-Philippe. Un peu moins que Louis-Napoléon. Plus que de Gaulle. Eternelle tentation des branches cadettes pour qui le temps tient lieu de tout.